



Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

Adresse : 345, Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique
téléphone : 00 32 4 226 62 85
Email: international@cadtm.org
Page Web : www.cadtm.org

Synergies Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur la justice sociale et le respect de la nature

**Demande de soutien dans le cadre du Programme
partenaires du CNCD**



Table des matières

I. Vue d'ensemble du programme - page 3

II. Données administratives - page 3

**III. Description des partenaires du Sud -
page 4**

**IV. Description du partenariat existant
entre l'organisation membre belge et les
partenaires du Sud - page 8**

V. Problématique et contexte - page 12

**VI. Description du programme et des
actions prévues - page 15**

**AXE 1: RENFORCEMENT DES SYNERGIES
SUD SUD - page 16**

**Action 1: Renforcement du poids du réseau CADTM au
Sud - page 16**

**Action 2: Renforcement des synergies entre
organisations membres du réseau à l'intérieur des
continents et entre ceux-ci - page 19**

**Action 3: Renforcement des connaissances des membres
du réseau - page 23**

**AXE 2: RENFORCEMENT DU CADTM AFRIQUE
- page 24**

**Action 1: Continuer à renforcer les capacités de
coordination et de sensibilisation du CADTM Afrique -
page 24**

Action 2: Continuer à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes - page 26

Action 3: Mettre en avant la légitimité de réparations pour la dette historique et écologique - page 28

Action 4: Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux) - page 28

VII. Viabilité et durabilité du Programme - page 32

ANNEXES - page 33

Fiches de présentation des organisations membres du réseau au Sud - page 34

Charte politique - page 45

Charte de fonctionnement - page 49

Programme Partenaires 2013-2015

I. Vue d'ensemble du programme:

Le programme « Partenaires » que le CADTM Belgique introduit est destiné exclusivement au Sud et constitue le résultat d'une élaboration collective avec ses partenaires du Sud, plus précisément avec les Comités de coordination des réseaux continentaux en Afrique et en Amérique latine-Caraïbes. Il s'inscrit dans la continuité du programme Partenaires triennal 2010-2012 avec les deux axes **Renforcement du CADTM Afrique** et **Synergies Sud-Sud** qui demeurent présents mais sont intervertis par rapport au précédent programme. Cela est dû au poids prépondérant à partir de 2014 de l'axe Synergies Sud Sud en raison du postulat de la confirmation du transfert du Secrétariat International (SI) du réseau CADTM dont la responsabilité actuelle repose sur le CADTM Belgique vers ATTAC/CADTM Maroc.

La validation ou non du transfert sera le fait de l'Assemblée mondiale du réseau CADTM qui se tiendra en mai 2013 au Maroc.

II. Données administratives (nom, coordonnées, personne de contact)

Nom : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde - ASBL

Sigle : CADTM

Adresse : 345, av. de l'Observatoire ; 4000 Liège

Téléphone/fax : 04 / 226 62 85

Site internet : www.cadtm.org

Personne de contact avec le CNCD: Virginie de Romanet :
virginie@cadtm.org / 0472 69 53 57

III. Description des partenaires du Sud

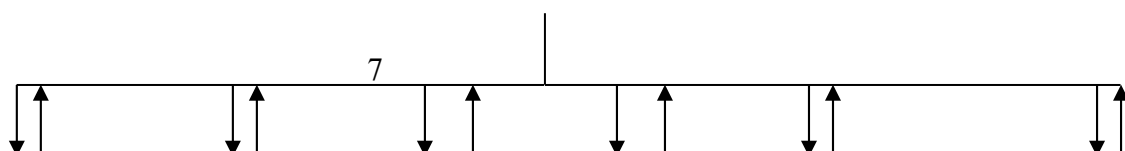
Secrétariat International
 CADTM Belgique¹

<i>Europe</i>	<i>Afrique de l'Ouest</i>	<i>Afrique centrale</i>	<i>Afrique du Nord</i>	<i>Amérique Latine et Caraïbe</i>	<i>Asie</i>
Membres	Membres	Membres		Membres	Membres
1) CADTM Belgique 2) CADTM France 3) CADTM Suisse 4) Comité contre la dette (Grèce)	5) CADTM /APROFES Sénégal 6) FNDP Côte d'Ivoire 7) CADD Bénin 8) ATTAC Togo 9) CAD Mali 10) RNDD Niger 11) Attac-CADTM Burkina Faso 12) CERIDA Guinée Conakry 13) RPC Mauritanie	14) NAD Kin - RDC 15) CADTM Lubumbashi 16) UFDH Mbuji Mayi 17) CADTM/APASH - Brazzaville Congo Brazza 18) Solidaires - Pointe Noire Congo Brazza	19) RAID ATTAC Tunisie 20) ATTAC CADTM Maroc	19) Red Venezolana para la Abolición de la Deuda/ CADTM Venezuela 20) UNEB Colombie 21) CADTM Equateur 22) PAPDA Haïti 23) ATTAC Argentine 24) Auditoria cidadada da divida Brésil	25) VAK Inde 26) CADTM Pakistan 27) ATTAC Japon

Les quatre principales étapes pour adhérer au réseau CADTM International sont les suivantes
(article 6 de la Charte de fonctionnement du réseau CADTM - voir en fin de programme):

1. Collaboration effective et continue avec une ou plusieurs organisations membres du réseau international ;
2. Soutien de la candidature par une organisation membre de l'atelier concerné ;
3. Réunion en atelier régional et approbation par les membres de cet atelier ;
4. Adhésion formelle lors de l'assemblée mondiale du réseau.

¹ Si le CADTM Belgique assure - pour l'instant - le secrétariat international, il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau.



Le Réseau CADTM Afrique

Le réseau CADTM Afrique a notamment pour objectifs de :

- apporter un appui aux actions menées par diverses associations, syndicats, ONG et mouvements sociaux sur le continent africain pour l'annulation pure et simple de la dette.
- soutenir les alternatives africaines basées sur les réalités locales pouvant aboutir à terme à la satisfaction des droits civiques, économiques, environnementaux et socioculturels des populations et à l'égalité entre les femmes et les hommes.
- renforcer la capacité d'actions de ses membres sur les problématiques de la dette et ses conséquences.
- renforcer les canaux de communication et d'information entre les membres du Réseau CADTM Afrique, les autres réseaux dette et mouvements sociaux.
- interpeller les gouvernants africains sur les problèmes du continent liés à la dette et aux mesures qui l'accompagnent.
- développer des synergies avec les mouvements sociaux et réseaux africains et du monde entier partageant les mêmes objectifs.

Le programme 2010-2012 a permis la réalisation de plusieurs activités: L'une d'elle a été la tenue du deuxième séminaire international du CADTM Afrique au cours duquel un espace a été consacré à former les participants sur les outils pédagogiques élaborés par le CADTM. En marge de ce séminaire les membres de la coordination ont tenu une réunion. Le CADTM Afrique a organisé un séminaire de formation à Tunis les 9, 10 et 11 juillet 2012 sous le thème "Révolutions arabes et crise de la dette : Quel rôle pour les femmes ?"

Ce rendez-vous annuel, important pour les militant-e-s du réseau en termes de formation et de définition de stratégies de travail et d'action, a coïncidé avec la 2ème session de l'université populaire de RAID/ATTAC/CADTM Tunisie organisée les 10 et 11 juillet 2012 sous le thème « Dette, constitution et souveraineté » en collaboration avec l'association ACET (Auditons les créances européennes envers la Tunisie) et le réseau CADTM. Cette rencontre a réuni une centaine de personnes et a fait l'objet d'une couverture de la presse audio-visuelle.

En marge du séminaire, le réseau CADTM Afrique a tenu sa réunion les 10 et 11 juillet et a pris des décisions importantes concernant, en particulier, les activités futures. La réunion a par ailleurs été l'occasion d'évaluer les activités passées du réseau, de faire le point sur l'état d'avancement de l'étude de faisabilité du transfert du secrétariat international du CADTM vers le Maroc, et de fixer les priorités du CADTM Afrique pour le programme 2013-2015. A noter également qu'a été prévue dans ce cadre la participation active du réseau Afrique au FSM à Tunis en mars 2013, la tenue de l'Assemblée Générale du réseau CADTM Afrique et de

l'Assemblée mondiale du CADTM international en mai 2013 au Maroc, le soutien des campagnes dette en cours (Tunisie, Mali...) et l'avancement concret sur les campagnes dettes et les audits de la dette dans chaque pays pour pouvoir au final organiser une activité consacrée à ces audits en 2014 ou 2015. Des formations sur les audits de la dette seront programmées entre temps.

Plusieurs délégué-e-s du réseau se sont rendu-e-s par la suite à Monastir (à 160 km de Tunis) où a eu lieu, du 12 au 17 juillet 2012, l'assemblée préparatoire du FSM 2013. Elle a réuni un peu plus de 1000 participant-e-s venant des quatre coins du monde. Les membres du réseau ont participé activement à cette rencontre en organisant deux ateliers sur la dette et sur le développement alternatif. Ils ont également pris part à la réunion du conseil du forum social africain, à l'Assemblée du forum social maghrébin et à la réunion du conseil international du FSM.

En novembre et décembre, deux membres - un homme et une femme - du réseau Afrique ont pris part à la formation visant à renforcer leurs connaissances et leurs capacité à *l'Institut International de Recherche et de Formation* d'Amsterdam.

En décembre, les femmes du réseau ont participé au séminaire sur la dette à Cotonou destiné à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes. Ce séminaire visait à outiller les femmes du CADTM Afrique sur les mécanismes de la dette et les processus d'audit ; leur fournir les connaissances pédagogiques et analytiques nécessaires afin qu'elles puissent se muer en formatrices sur les questions de la dette dans leurs pays respectifs; constituer une force de proposition et d'action importante au sein du CADTM Afrique et enfin favoriser leurs aptitudes à produire des analyses sur la dette, ses impacts sur les femmes ainsi que sur les alternatives féminines à la dette..

La coordination du CADTM Afrique est composée de 5 membres représentants d'organisations membres du réseau CADTM Afrique : Luc Mukendi (CADTM Lubumbashi-RDC), Emilie Atchaca (CADD Bénin), Solange Koné (FNDP Côte d'Ivoire), Samir Abi (ATTAC Togo) et Mimoun Rahmani (ATTAC/CADTM Maroc). Cette coordination dispose d'une liste email pour pouvoir se coordonner au mieux.

Le fonctionnement de cette coordination a abouti à partir d'avril 2011 à ce que le secrétariat du CADTM Afrique assuré par ATTAC Togo se dote d'un local à la Maison des Citoyens du Monde au centre ville de Lomé. Ce local permet au réseau de pouvoir disposer d'un bureau, d'une salle de stockage des matériaux et livres du réseau, et d'une salle pour des réunions et formations éventuelles. Le local est disponible pour tout membre d'une des organisations du réseau de passage à Lomé ou pour toute personne désirant effectuer un stage de formation sur la dette ou de renforcement de capacité administrative au secrétariat Afrique.

Le réseau CADTM Amérique latine (AYNA)

Le CADTM AYNA (Abya Yala Nuestra America) se donne pour objectifs de:

- peser sur le mouvement social pour que les organisations syndicales et populaires intègrent dans leur plan d'action, que ce soit de manière prioritaire ou transversale le thème de la dette et ses conséquences contre les peuples afin d'en faire un élément de mobilisation populaire.
- servir d'appui aux processus de formation et d'organisation des peuples dans la défense de leurs ressources naturelles et économiques pour faire avancer les initiatives citoyennes comme les audits de la dette et la dénonciation des accords bilatéraux et du rôle néfaste du CIRDI, tribunal de la Banque mondiale, qui défend les intérêts des multinationales et condamne les pays qui veulent adopter des réglementations sociales et écologiques.
- viser à renforcer le débat en faveur de la construction d'une nouvelle architecture financière internationale qui permette une intégration économique et commerciale positive pour les peuples ainsi que la transformation en un nouveau modèle productif respectueux de la nature et des droits humains.
- développer des études et recherches multidimensionnelles par rapport à l'impact de l'endettement sur le bien-être des peuples, en soulignant les dynamiques spécifiques de domination par la dette aux niveaux nationaux et régionaux.

Les axes de travail du CADTM AYNA pour la période sont d'une part les audits et les alternatives au CIRDI et la mise en avant de la nécessité de la souveraineté juridique des Etats et de la doctrine Calvo², d'autre part l'architecture financière régionale et le modèle productif.

En octobre 2012, le séminaire du réseau CADTM AYNA - auquel le programme Partenaires a contribué par son financement - qui s'est tenu à Bogota et a eu pour thème la structure de la dette publique en Colombie et les audits de la dette en Colombie et en Amérique latine a fait l'objet d'une conférence publique au Congrès colombien retransmise par la télévision.

Par ailleurs le CADTM AYNA a participé à d'autres activités organisées par d'autres campagnes dette comme Red Jubileo 2000 Ecuador ou la réunion annuelle du réseau Latindadd.

Daniel Munevar est par ailleurs à l'origine de plusieurs études sur l'évolution de la conjoncture économique régionale disponibles sur le site du CADTM.

<http://cadtm.org/Impacto-de-la-Crisis-Internacional>

<http://cadtm.org/Alzas-en-los-precios-de-alimentos,6900>

La coordination du CADTM Amérique latine compte 5 membres: William Gaviria Ocampo et Daniel Munevar pour le CADTM Colombie, Maria Lucia Fattorelli pour Auditoria Ciudadana da Divida du Brésil, Maria Elena Saludas

² Juriste et diplomate argentin Carlos Calvo a forgé en 1868 cette doctrine qui porte son nom. Celle-ci prévoit le recours aux tribunaux nationaux dans le cas de litiges avec des puissances étrangères.

pour Attac Argentine et Eric Toussaint pour le Secrétariat international du réseau.

Cette structuration des deux réseaux vise à garantir une pérennité au delà d'événements extérieurs difficiles.

Quant au CADTM Asie du Sud avec deux organisations membres il se trouve actuellement un peu en marge et prévoit seulement une rencontre annuelle.

IV. Description du partenariat existant entre l'organisation membre belge et les partenaires du Sud

Objectifs du partenariat :

Le programme « Partenaires » du CADTM s'inscrit sur une période de trois ans et se fixe plusieurs objectifs fondamentaux pour les axes composant ledit programme :

- **renforcer les capacités des partenaires en termes de recherche et de production d'analyses** sur la question de la dette et du développement. Notons que le genre est une thématique transversale du programme et plus généralement du travail du CADTM car elle se retrouve indirectement dans toutes ses actions (respect de la parité dans la désignation des délégués du réseau ; dans nos publications, nous soulignons que les femmes sont les principales victimes de l'endettement, etc). Dans ce programme, nous mettons encore l'accent sur cette thématique en lui consacrant une action.
- **renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente.** L'objectif est que les partenaires du Sud s'approprient l'expertise développée par le CADTM Belgique (à travers ses publications notamment) mais également par d'autres membres du Sud. La réalisation de cet objectif passe par le renforcement des collaborations et des synergies entre les différents partenaires du CADTM.
- **renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud** en renforçant les collaborations et les synergies entre les partenaires du Sud. Ce qui passe nécessairement par l'organisation d'ateliers où les délégué-e-s des différents continents sont présent-e-s.
- **augmenter la sensibilisation et la formation des citoyen-ne-s du Sud et du Nord**, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde ainsi que d'un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion, les besoins humains fondamentaux. Ce qui passe par l'organisation d'activités publiques au Sud, l'élaboration d'outils pédagogiques (dépliants, etc), l'écriture d'articles, la sensibilisation des médias, etc. Le CADTM Belgique fera systématiquement remonter l'information récoltée sur le terrain par les membres du Sud en diffusant largement leurs articles via son site Internet.
- **augmenter la sensibilisation des médias** aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette. Ce qui passe une

démarche pro-active envers les différents médias (radio, TV, etc) et l'organisation d'activités publiques pour attirer les journalistes.

- **renforcer l'interpellation des représentant-e-s politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (CEDEAO, FMI, Banque mondiale...)** sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

Soulignons que les partenaires du Sud sont intervenus de façon participative à l'élaboration du programme sur base de discussions tenues par la coordination en proposant un certain nombre d'activités dans ce programme mais également en apportant des amendements au cours de la rédaction du programme.

L'évolution du réseau CADTM

La naissance du réseau CADTM International commence avec la création, **en 1998**, du CADTM Togo (qui n'existe plus aujourd'hui). **L'année 2000 va marquer un tournant** dans la construction du réseau en Afrique. En effet, depuis la tenue de la conférence : « Dakar 2000: des résistances aux alternatives », un contact de plus en plus régulier s'est établi entre le CADTM Belgique et des organisations africaines pour faire le point de façon constante sur les conséquences de l'endettement en termes sociaux et environnementaux, sur les mesures d'allègement, sur l'élaboration des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), sur les alternatives des mouvements sociaux et leurs activités. Ces contacts ont permis de développer le partenariat entre le CADTM Belgique et plusieurs organisations africaines. Ce qui s'est traduit par l'adhésion de ces structures au réseau international CADTM.

En 2003, le réseau décide de se formaliser d'avantage, afin de faciliter et encourager l'adhésion et l'implication d'organisations existantes, en particulier en Amérique Latine et en Asie pour favoriser notamment les convergences Sud-Sud.

Ainsi, à partir de 2003, le Secrétariat organise annuellement, en collaboration avec les membres du réseau :

- la participation aux Forums Sociaux Mondiaux (et notamment au Conseil International), régionaux, nationaux, locaux
- un Séminaire international pour des échanges d'analyses et d'expérience, dans un but d'auto-formation et de renforcement des liens entre les membres du réseau, généralement axé sur les questions de droit (et avec le renfort du groupe droit, qui est créé en 2002 et regroupe des membres du CADTM Belgique et des

personnes du réseau afin de développer l'argumentaire juridique du CADTM)

- des réunions de renforcement du réseau CADTM international
- les ateliers : dès 2003, des ateliers sont organisés en Afrique de l'Ouest pour sensibiliser et présenter les analyses du CADTM sur les CSLP. Ces ateliers se sont par la suite étendus à d'autres régions (MENA, Amérique Latine, etc.) et ils ont servi de base à une organisation régionale des organisations membres du CADTM, favorisant ainsi une certaine « décentralisation » vis-à-vis du CADTM Belgique.

A partir de fin 2006, le réseau commence à réfléchir à la phase suivante, qui sera celle de la consolidation du réseau. Si elle se formalise avec la ratification des Chartes en 2009, elle a été entamée bien avant, avec la préparation des Chartes et d'un nouveau programme stratégique d'action pour le Secrétariat et le réseau.

L'Assemblée mondiale du réseau CADTM International **en décembre 2008** a marqué un tournant dans la structuration du réseau. En effet, après des années d'extension, il était nécessaire d'améliorer la structure du réseau pour le consolider, d'où l'adoption d'une nouvelle Charte politique et d'une Charte de fonctionnement³. Notons ici que le respect de la dimension genre est un principe contenu dans la charte politique du réseau. Ainsi un ensemble de mesure est prise pour favoriser le plus possible l'émergence et la participation plus grandes des femmes aux activités du réseau. La parité genre est systématiquement respectée lors d'envoi de délégué-e-s pour représenter le réseau pour des activités. Dans le cadre de ce projet des activités sur le genre seront organisées chaque année afin de mieux sensibiliser les partenaires du Sud sur cette problématique et de renforcer les militantes du Sud dans leurs actions pour promouvoir le genre.

Le CADTM Belgique a collaboré avec ses partenaires africains sur un grand nombre d'activités diverses (conscientisation, sensibilisation, actions d'éducation permanente, formations, actions internationales, ...) leur apportant un soutien technique, matériel ou financier, grâce notamment au **Projet Afrique de l'Ouest et Centrale - AFOC (2007-2009)** financé par le CNCD.

Le **programme Partenaires précédent** a permis le renforcement du CADTM Afrique avec l'engagement d'un permanent à mi-temps et la mise en place d'un secrétariat. Le réseau CADTM Amérique latine a également été renforcé par un permanent à mi-temps.

³ <http://www.cadtm.org/Charte-politique> ; <http://www.cadtm.org/Charte-de-fonctionnement>

Ce **présent programme** s'inscrit dans la continuité du précédent - raison pour laquelle le titre choisi pour le programme précédent a été conservé - mais avec une part plus grande accordée à l'Axe Synergies Sud-Sud en raison de l'éventualité du transfert du Secrétariat International au Maroc, qui sera largement développée ultérieurement.

Méthodologie prévue pour renforcer le partenariat :

Nous envisageons différentes méthodes pour renforcer le partenariat entre d'une part, le CADTM Belgique et les membres du Sud et d'autre part, les partenaires du Sud (CADTM Afrique, CADTM AYNA et CADTM Asie du Sud entre eux. Nous comptons :

- **Faciliter la transmission de l'expertise** pour renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente. Nous assurerons notamment la présence de délégué-e-s du réseau à la formation donnée par l'Institut Amsterdam; le déplacement de délégué-e-s ayant une expérience avancée en matière d'audit de la dette ; la distribution gratuite de livres pour les membres du réseau lors des déplacements des délégué-e-s du CADTM Belgique au Sud ; la présence de délégué-e-s des autres « sections » continentales du CADTM, etc.
- **Faciliter la coordination du réseau au Sud par les partenaires** afin de renforcer leur autonomie. Ce qui passe nécessairement par le renforcement de la communication via Internet et le téléphone d'où un budget accordé à la mise en place d'un Secrétariat pour le réseau Afrique. La coordination Amérique latine se coordonne en particulier via une réunion Skype mensuelle. L'éventualité du transfert du Secrétariat International au Maroc s'inscrit également dans ce point.
- **Augmenter la visibilité du CADTM** pour augmenter la sensibilisation et la formation des citoyens du Sud et du Nord, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde ainsi que de la mise en place d'alternatives centrées sur les droits humains fondamentaux et respectueux de la nature. Ce qui passe par l'organisation d'activités publiques au Sud et l'élaboration d'outils pédagogiques (dépliants, etc) entre autres. La confection de drapeaux, banderoles et Tee-shirts CADTM (produits avec le coton du Sud) qui avait été budgétée pour l'année 2010 du précédent programme a permis une très grande visibilité du réseau CADTM en particulier lors du FSM 2011 de Dakar mais également lors d'autres activités comme le séminaire de Bukavu d'octobre 2011.
- **Encourager une démarche pro-active des partenaires envers les différents médias par différents moyens** : l'organisation d'événements grand public comme ce sera le cas de l'Université du

CADTM Afrique représente un espace privilégié pour toucher les médias du pays où se tient l'activité.

- **Enrichir le plaidoyer politique des partenaires** (par le travail sur les audits de la dette, sur les liens entre la dette et d'autres thématiques telles que l'architecture financière ou encore sur les différents arguments juridiques justifiant la nullité de la dette, etc) afin de renforcer l'interpellation des représentant-e-s politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (FMI, BM ...). Des lettres d'interpellations seront rédigées par le réseau seul ou en collaboration avec les autres mouvements anti-dette. Notons ici que les partenaires du Sud entretiennent de bonnes relations avec l'ensemble des mouvements sociaux engagés sur la thématique de la dette. Ce qui se traduit par des invitations adressées à d'autres organisations pour prendre part aux activités organisées par le réseau et aussi par le fait que les organisations membres du réseau participent périodiquement aux activités organisées par d'autres acteurs sociaux au Sud comme au Nord.

V. Problématique et contexte

Le programme stratégique du CADTM est construit à partir du constat suivant : **le fardeau de la dette et l'imposition des politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale constituent des problèmes majeurs pour l'ensemble des pays du Sud en général.** Ce constat est largement partagé par la presque totalité des acteurs, institutionnels ou associatifs, du développement, au-delà des divergences d'opinions sur ces questions.

Les politiques d'ajustement structurels (PAS) se généralisent au début des années 80, lorsque éclate la crise de la dette du tiers-monde en 1982. Dette et ajustement structurel sont des problématiques intimement liées, voire indissociables. Ces politiques ont représenté la mainmise des institutions financières internationales sur les pays du Sud organisant le transfert des richesses produites au Sud vers le Nord global (les entreprises privées via les privatisations, le secteur financier, les institutions financières internationales - la Banque mondiale fait ainsi plus d'un milliard de dollars de bénéfice annuel - et les Etats du Nord), les élites du Sud prélevant au passage leur Commission. Les conséquences de cela étant pour les populations la privation de leurs droits économiques et sociaux et une pauvreté voire une misère généralisée. La mise en place de l'initiative d'allègement de dette connue sous le nom d'initiative PPTe (Pays pauvres très endettés) qui n'a concerné qu'un petit nombre de pays principalement africains et qui a été en elle même un fiasco - du moins si on se réfère à l'agenda officiel des promoteurs de l'initiative et non à un agenda caché visant à faire perdurer le système d'endettement - et le remplacement dans de nombreux pays à revenus intermédiaires de la dette externe par de la dette interne n'ont pas changé fondamentalement la donne.

Si l'Equateur a réalisé en 2007-2008 un audit de la dette avec la participation des campagnes dette internationales et des mouvements sociaux équatoriens qui a permis au pays d'économiser 7 milliards de dollars au titre du capital et des intérêts, montants investis dans des dépenses sociales qui ont permis une amélioration des conditions de vie d'une partie relativement importante de la population équatorienne, son exemple reste encore à imiter. Le Pakistan et la Tunisie ont récemment fait des déclarations en faveur de l'audit de la dette, on verra au cours de ce programme si il y aura une concrétisation à ces déclarations. De toute manière, étant donné la nature de ces deux gouvernements moins favorable à des changements sociaux que ne l'était le gouvernement équatorien, il faudra si l'audit a lieu une très sérieuse bataille des mouvements sociaux pour que ces gouvernements utilise l'audit pour rejeter une partie de la dette - odieuse dans les deux cas puisque fruit de dictatures qui ont opprimé les populations.

Alors que la dynamique d'audit reste pour l'instant en panne, deux autres dynamiques elles extrêmement néfastes sont à l'oeuvre. Il s'agit d'une part des fonds vautours, d'autre part des plaintes auprès du Centre international de règlement des différends liés à l'investissement (CIRDI tribunal du groupe Banque mondiale) par des multinationales contre des Etats lorsque ces multinationales s'estiment lésées par des décisions de gouvernements visant à se protéger contre les abus de ces multinationales. Les fonds vautours sont des fonds d'investissement privés qui rachètent à très bas prix, sur le marché secondaire de la dette, des dettes de pays du Sud (et maintenant de pays du Nord également comme c'est le cas avec la Grèce) à leur insu pour ensuite les contraindre par voie judiciaire à les rembourser au prix fort, c'est-à-dire le montant initial des dettes, augmenté d'intérêts, de pénalités de retard et de divers frais de justice. Les fonds vautours ont particulièrement profité des quelques allègements de dette pour attaquer les pays qui en avaient bénéficié. Il faut souligner que pour contrer les fonds vautours, la Belgique est le seul pays pour l'instant à s'être doté d'une loi stipulant le caractère insaisissable des montants issus de la coopération au développement.

Quant au CIRDI, avec la généralisation des accords bilatéraux, les attaques contre les Etats se sont multipliés. Souvent, il suffit qu'un Etat souverain adopte une législation de protection sociale ou environnementale pour qu'une multinationale s'estime lésée et attaque l'Etat devant le CIRDI dont la jurisprudence donne largement raison aux multinationales. L'Argentine est pour l'instant le pays le plus attaqué devant le CIRDI. Alors que deux pays majeurs d'Amérique latine ne font pas partie du CIRDI - il s'agit du Mexique et du Brésil, le Venezuela en 2012 après la Bolivie en 2007 et l'Equateur en 2012 en est sorti.

Le printemps arabe a en 2011 suscité énormément d'espoir d'inflexion dans les rapports de force au niveau international mais deux ans après les révolutions tunisienne et égyptienne ont été largement récupérées. Cependant, le mécontentement généralisé qui demeure n'exclut pas de nouveaux soulèvements d'envergure qui pourraient changer la donne actuelle.

A côté de cela, la Chine prend un poids prépondérant en tant que nouveau créancier dans bien des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Si la Chine n'impose pas des conditionnalités sur le modèle des institutions financières internationales ou des Etats du Nord (via l'aide liée dont une partie sont des prêts), son rôle est loin d'être positif. En effet, ses prêts et ses réalisations se font dans le cadre d'une appropriation des ressources naturelles dont elle a cruellement besoin pour son développement mais dont elle sort largement gagnante car cela lui permet de sécuriser son approvisionnement sur le long terme. D'autres puissances émergentes comme la Russie et le Brésil poursuivent le même objectif.

Dette du Sud - dette du Nord: un même système avec mêmes acteurs et conséquences dramatiques pour les peuples

Depuis l'écriture du précédent programme, la situation mondiale a largement évolué avec l'éclatement de la crise de la dette en Europe qui a conduit plusieurs pays européens du fait de l'imposition des plans d'austérité par la Troïka (Union Européenne, BCE et FMI) à une situation similaire à celle expérimentée dans de nombreux pays du Sud. Le CADTM Belgique a intégré cette donnée dans son travail en s'impliquant activement sur la question de la dette en Europe et en mettant en oeuvre son expertise accumulée par rapport à la dette du Sud. En effet, il s'agit bien d'un même système prédateur de transfert des richesses produites par les majorités vers une toute petite minorité qui bénéficie de cette oppression des peuples. Ne pas intégrer la lutte contre la dette au Nord au combat du CADTM aurait été une erreur stratégique grave. Cependant, le CADTM Belgique n'a pas pour autant abandonné le travail sur la dette au Sud - car le problème demeure entier - même si il représente indéniablement une part moins importante de son travail global.

Les deux axes -**Renforcement du CADTM Afrique** et **Synergies Sud-Sud** qui figuraient dans le précédent programme ont été repris mais leur ordre a été interverti. En effet, l'éventualité du transfert du Secrétariat International au Maroc et donc de la dimension Sud du CADTM suppose que des moyens soient accordés à la réalisation de ce transfert qui représente le poste budgétaire le plus important du programme.

A cela, il faut ajouter parallèlement au renforcement du réseau Afrique par rapport au programme précédent celui du réseau AYNA dont l'augmentation des moyens lors de l'écriture de ce programme témoigne de l'importance du travail fourni et de la volonté de pérenniser ce fonctionnement.

VI. Description du programme et des actions prévues

Continuité du programme précédent

Ce nouveau programme Partenaires s'inscrit dans une continuité du programme précédent.

En effet, le programme précédent a permis le lancement du fonctionnement des deux coordinations du réseau Sud du CADTM, la coordination CADTM Afrique et la coordination CADTM Abya Yala Nuestra America (AYNA) qui se sont toutes les deux renforcées via un permanent à mi-temps chargé d'impulser et de suivre le travail de la coordination. Le CADTM Afrique s'est de plus doté d'un secrétariat avec un local avec téléphone et Internet, ce qui permet un meilleur fonctionnement, indépendamment du local d'une organisation membre du réseau. Ces moyens matériels visent à assurer la continuité et la pérennité de ces réseaux Sud.

Les audits de la dette demeurent au coeur de la stratégie globale du réseau.

La forme de la présentation est également maintenue avec la déclinaison des 2 Axes en Actions et Activités.

L'éventualité d'un transfert au Sud du secrétariat international du réseau CADTM

Le CADTM Belgique qui assure depuis le début le Secrétariat International du réseau a la volonté de transférer cette responsabilité au Sud. Il s'agit d'un processus mûrement réfléchi puisqu'il a été abordé à l'Assemblée mondiale du réseau de 2008 et qu'il a fait l'objet d'un appel à candidatures pour l'Assemblée mondiale de 2010. Une seule candidature a été reçue: celle d'ATTAC/CADTM Maroc.

Rédigée en français, cette candidature a fait l'objet d'une traduction vers l'espagnol et l'anglais pour que les membres du réseau puissent en prendre connaissance.

L'Assemblée a alors acté cette candidature qui a été communiquée et il a été décidé de faire une étude de faisabilité à propos de celle-ci.

Une décision sera prise à l'Assemblée mondiale du réseau en mai prochain au Maroc.

AXE 1: RENFORCEMENT DES SYNERGIES SUD SUD

Le réseau international CADTM poursuit cette démarche volontariste depuis plusieurs années, démarche qui s'est vue renforcée par le précédent programme Partenaires et les activités que celui-ci a permis de financer.

Action 1: Renforcement du poids du réseau CADTM au Sud

Activité 1: l'éventualité du transfert du secrétariat international du réseau international CADTM

Actuellement assuré par le CADTM Belgique, son transfert vers ATTAC/CADTM Maroc est en cours d'évaluation. Une décision de principe concernant la rotation du secrétariat international avait été prise lors de l'Assemblée mondiale du réseau de 2008. ATTAC/CADTM Maroc a posé sa candidature lors de l'Assemblée mondiale de 2010 pour assurer le secrétariat international.

ATTAC/CADTM Maroc voit comme avantage essentiel du déplacement du Secrétariat International (SI) vers le Maroc, « *d'un côté l'opportunité de renforcer la position politique d'ATTAC/CADTM Maroc et la dynamisation de ses groupes locaux en particulier autour de la thématique de la dette, de l'autre cela permettra surtout de renforcer d'avantage le réseau du CADTM Afrique tout en assurant une synergie Sud Sud et une meilleure coordination entre les différents réseaux continentaux ;* »

Pour l'association, le transfert du SI représenterait « *un saut qualitatif et aurait un impact positif sur elle en termes de rayonnement national et international ainsi qu'en termes de support logistique;* »

Une étude de faisabilité impliquant la participation des deux parties avec la nomination de deux trios chargés de faire redescendre l'information dans les deux organisations. La méthodologie de l'étude de faisabilité s'est basée sur des entretiens directs tant avec les membres de l'équipe permanente du CADTM Belgique que des militants, hommes et femmes, d'âge divers lors des universités de printemps et des Congrès de 2011 et 2012 d'ATTAC-CADTM Maroc. L'étude de faisabilité traduite en anglais et espagnol sera envoyée aux membres du réseau en Amérique latine et en Asie pour qu'ils en prennent connaissance avant l'Assemblée mondiale du réseau qui se tiendra à Bouznika au Maroc en mai 2013.

Plusieurs hypothèses sont actuellement envisagées:

Option A : un Secrétariat International intégré dans ATTAC-CADTM Maroc à l'instar de la pratique actuelle au CADTM Belgique, c'est à dire le transfert du SI du Nord au Sud avec le même fonctionnement et le même mandat en tenant compte toutefois de la nécessité de distinguer les activités propres à l'association ATTAC-CADTM Maroc avec ses partenaires au Maroc (Mouvement du 20 février...) et internationaux (ATTAC...) et les activités du SI à proprement parler en liaison avec les coordinations d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe.

Option B : la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement du Secrétariat International tenant compte des évolutions précitées comprenant:

a) un **Conseil international** qui permette une meilleure coordination internationale entre les organisations membres du réseau CADTM international. Le Conseil international se réunit au moins une fois par an pendant une session de deux jours minimum et si les moyens financiers le permettent, il se réunira deux fois par an. Le Conseil international fixe lui-même ses dates de réunions et il est préparé par le Secrétariat international.

Le Conseil international comporte quatre membres (deux femmes/deux hommes) par continent pour les continents suivants Amérique latine et Caraïbe, Afrique, Europe. En ce qui concerne l'Asie vu la faible représentation du CADTM actuellement une représentation *ad hoc* sera à déterminer lors de la prise de fonction du futur SI.

Une autre option envisageable serait de désigner deux membres par continent avec indication de deux suppléants appelés à participer aux dites réunions du Conseil international en cas d'absence annoncée de l'un ou des deux membres « titulaires » d'un continent donné.

Chaque coordination continentale déciderait des quatre personnes qui représenteront le continent dans le respect du principe de « parité »

La durée du mandat du Conseil international serait de quatre ans, sauf avis contraire de l'AG mondiale de 2013 qui se prononcerait en faveur d'une durée de mandat de deux ans renouvelable une fois.

Si l'Assemblée mondiale décide de la création de ce Conseil international, elle modifiera la charte de fonctionnement en conséquence.

b) un **SI partagé (en tandem)** désigné pour 4 ans avec possibilité de révision à mi-parcours(2015) d'un mandat de deux ans comprenant un volet comportant l'établissement d'un cahier des charges très précis pour le SI abrité par le CADTM/Belgique et pour le SI abrité par ATTAC-CADTM Maroc.

Option C le maintien de la situation actuelle (SI abrité par le CADTM Belgique) jusqu'à l'AG de 2015 qui sera précédé d'un appel à candidatures.

La décision se prendra lors de l'Assemblée mondiale du réseau de mai 2013 qui sera développée dans l'axe 2.

Bien sûr dans l'éventualité de la concrétisation du transfert, il faut prévoir l'engagement de personnel permanent. Dans le cas où ce serait l'option B qui serait choisie, il faudrait prévoir au moins l'engagement de 2

personnes à mi temps. Dans le cas où ce serait l'option A, il faudrait prévoir l'engagement d'au moins deux personnes à plein temps.

Si le transfert partiel ou total est confirmé, des profils de postes seront établis pour répondre aux besoins les plus urgents et une procédure de recrutement sera lancée. Il va de soi que le Secrétariat International veillera à offrir un travail décent quant au salaire et conditions de travail.

Etant donné que nous ne pouvons pas connaître aujourd'hui le résultat de la délibération qui aura lieu en mai, nous optons pour l'option la plus élevée c'est à dire au moins 2 Equivalents Temps Plein. Dans le cas où il serait décidé de maintenir la situation actuelle, l'option C, l'argent non utilisé pour les postes de permanents serait utilisé pour renforcer d'autres activités.

Rémunération de 2 permanents: 13.000 euros/an par personne donc 26.000 euros pour les années 2014 et 2015. En 2013, les deux permanents entreront en fonction en octobre 2013.

Location d'un local et charges locatives: 6000 euros par an pour 2014 et 2015; la location se fera à partir d'octobre 2013 (1500 euros pour le dernier trimestre 2013).

Frais de téléphone et Internet: 1200 euros/an pour 2014 et 2015, 300 pour 2013

TOTAL de l'activité 1: 74.700 euros

Activité 2: Renforcement de la coordination Amérique latine

La coordination Amérique latine comprend 5 membres répartis entre les différents pays membres du réseau CADTM Abya Yala Nuestra America (AYNA). Pour rappel, les membres de la coordination sont les suivants:

- William Gaviria Ocampo et Daniel Munevar pour le CADTM Colombie
- Maria Lucia Fattorelli pour Auditoria Ciudadana da Divida du Brésil
- Maria Elena Saludas pour Attac Argentine
- Eric Toussaint pour le Secrétariat international

La coordination organise une réunion Skype mensuelle pour discuter du travail en cours et des perspectives à venir.

Par ailleurs, la coordination tient une réunion physique par an en marge du séminaire CADTM AYNA.

Une rémunération mensuelle de 400 euros par mois est versée à Daniel Munevar pour impulser et suivre le travail de la coordination.

Total de l'activité 2 : 4800 euros par an sur 3 ans soit 14.400 euros.

Activité 3: Organiser une rencontre annuelle du CADTM Asie

En dehors d'ATTAC Japon qui fait partie des pays du Nord, le CADTM Asie ne compte que deux membres pour le Sud qui sont le CADTM Pakistan et VAK en Inde. C'est peu mais cela concerne deux pays très peuplés. Ils comptent ensemble plus d'habitants que le continent africain ou le continent latino américain. Néanmoins, étant donné leur faible poids actuel dans le réseau à côté du CADTM Afrique et du CADTM AYNA, les moyens consacrés iront à l'organisation d'une activité par an.

Total de l'activité 3: 6.000 euros

TOTAL ACTION 1: 107.700 EUROS

Action 2: Renforcement des synergies entre organisations membres du réseau à l'intérieur des continents et entre ceux-ci

Activité 1: Sensibilisation à partir d'un ouvrage sur la Méthodologie des audits de la dette

Il y a la volonté d'avancer concrètement sur les campagnes dettes et les audits de la dette dans chaque pays avec un besoin de formation sur ceux-ci.

Le gouvernement pakistanais et le président de la République tunisienne, Monsif Marzouki, ont annoncé leur volonté de faire un audit de la dette - on a parlé précédemment du projet de loi élaboré par quelques député-e-s tunisien-ne-s. La Tunisie pourrait donc être le prochain pays à suivre l'exemple de l'Équateur. Mais il faut rester prudent. En effet, la proposition de loi tunisienne, qui n'a pas encore été débattue au sein de l'Assemblée nationale constituante, comporte plusieurs limites. L'audit tel qu'il est prévu concerne seulement la dette contractée sous la dictature de Ben Ali alors que d'importants prêts ont été contractés avec la Banque mondiale et le FMI après les soulèvements populaires de 2011. Or ces nouvelles dettes sont assorties de conditionnalités violant la souveraineté et les droits sociaux du peuple. De même, la suspension du remboursement de

la dette n'est pas envisagée par cette proposition de loi alors que la situation sociale et économique est extrêmement critique. La Tunisie pourrait notamment s'appuyer sur le droit international comme l'état de nécessité ou le changement fondamental de circonstances pour instaurer immédiatement un moratoire sur sa dette. Enfin, il faut rester vigilant quant à la composition de la commission chargée d'auditer la dette même si la proposition de loi prévoit comme dans le cas équatorien une participation de représentant-e-s de la « société civile ». Cependant, il est important que RAID/ATTAC/CADTM Tunisie et le CADTM Pakistan s'impliquent dans le processus si celui-ci est confirmé pour éviter un éventuel détournement de sa finalité visant à annuler la partie de la dette odieuse de ces pays due aux dictatures et l'investissement des montants économisés dans des programmes sociaux au profit d'une justification de la dette par ces gouvernements pour plaire aux bailleurs de fonds.

Le CADTM AYNA en étroite collaboration avec le CADTM Belgique et le Centre Europe Tiers Monde (CETIM) de Genève est en train d'élaborer un ouvrage sur la méthodologie des audits de la dette avec un financement de la coopération genevoise. Cet ouvrage élaboré collectivement est coordonné par Maria Lucia Fattorelli, auditrice professionnelle à l'administration fédérale des impôts du Brésil, actuellement à la retraite, et qui a été une des 6 expert-e-s étranger-ère-s choisis par Rafael Correa pour participer à la Commission d'audit de la dette de l'Equateur en 207-2008. Trois réunions de travail ont eu lieu à Brasilia en octobre 2011 en marge du séminaire du CADTM, à Genève en septembre 2012 et à Bruxelles en novembre 2012 lors de la semaine d'action contre la dette organisée par le CADTM Belgique.

Les réunions physiques ont servi à faire un bilan de l'avancement du travail et d'avoir le souci d'intégrer la question de la dette en Afrique et en Asie dont les caractéristiques sont différentes de la dette en Amérique latine et en Europe. Ainsi en Afrique subsaharienne par exemple, la majorité de la dette concerne les institutions financières internationales et il n'y a pas de marché de titres de la dette dans les pays africains des organisations membres du réseau, excepté l'Afrique du Nord, en particulier le Maroc.

L'ouvrage sera prêt à être imprimé en espagnol fin 2013, sa traduction vers le français, l'anglais et éventuellement l'arabe aura lieu courant 2014 et il pourra être un élément de sensibilisation à destination des organisations membres du CADTM et au delà de mouvements sociaux sur les différents continents.

En 2013, plusieurs activités de présentation de l'ouvrage auront lieu au Brésil, en Argentine et au Venezuela avec la participation de membres du CADTM AYNA. Ces activités auront lieu en marge de la rencontre de la coordination du CADTM AYNA. En Colombie d'autres présentations auront lieu sans participation internationale. Pour 2014 et 2015 est prévue l'exploitation de l'ouvrage sur la méthodologie des audits de la dette. Les différentes organisations membres se fixant pour objectif d'organiser une sensibilisation massive sur base de cet outil.

Par ailleurs, l'idée est que cet ouvrage qui a été pensé collectivement pour intégrer les problématiques de l'endettement en Afrique (y compris au Maghreb) et en Asie puisse servir aux organisations du réseau sur ces deux continents également. D'où le projet de prévoir sa traduction et une importante adaptation du texte au moins en français, en anglais et sa publication dans ces deux langues. L'ouvrage sera également traduit en portugais. Etant donné, l'éventualité du transfert du Secrétariat International du réseau au Maroc et le pôle d'attraction que pourrait alors représenter un Secrétariat International du réseau pour des organisations d'autres pays du monde arabe, il serait également pertinent de prévoir sa traduction en Arabe. Il faut aussi tenir compte du fait qu'au sein d'ATTAC/CADTM Maroc la majorité ne maîtrise pas le français.

6 billets pour les rencontres autour de l'ouvrage en Amérique latine en 2013: 3.500 euros

Traductions en 2014 de l'ouvrage sur la Méthodologie des audits de la dette en français, anglais et arabe: 7.900 euros

Total pour 2013: 3.500 euros

Total pour 2014: 7.900 euros

Total pour l'activité 1: 11.400 euros

Activité 2: Avancement des audits dans les pays du réseau Afrique

Le réseau Afrique a décidé d'avancer sur les audits citoyens dans les différents pays des organisations membres ainsi que de s'impliquer activement dans les audits qui seraient organisés par les pouvoirs publics au cours de la période.

Pour cela, il a été décidé de prévoir un montant pour la réalisation de recherches et pour l'organisation d'une activité de point d'étape en 2014 pour voir l'état d'avancement et les perspectives pour la suite.

L'organisation générale du travail sera discutée lors de l'Assemblée générale du CADTM Afrique sur base d'une proposition préalable élaborée par la coordination.

Base de travail - commandes de recherches: 2500 euros pour lancer le travail en 2013, 1000 euros pour 2014 et 1000 euros pour 2015

Organisation d'une rencontre de point d'étape en 2014: 10.000 euros

Total pour l'activité 2: 14.500 euros

Activité 3: Sensibilisation sur la nécessité de la mise en place d'une nouvelle architecture financière régionale pour un nouveau modèle de développement

L'outil de la méthodologie des audits de la dette a pour but de permettre au réseau CADTM d'impulser l'organisation d'audits citoyens comme instruments de sensibilisation et de mobilisation. Par ailleurs, le Président de la République de Tunisie et le gouvernement du Pakistan ont récemment fait part de leur intention d'organiser un audit de la dette.

Le rôle des organisations membres du réseau CADTM dans ces deux pays doit être de veiller à ce que l'audit ne serve pas à justifier le paiement de dettes illégitimes ou/et odieuses par une dissimulation des documents en tablant sur le manque de connaissance de la population de l'importance du problème de la dette.

Après l'annulation en octobre 2006 de ses créances sur 5 pays concernant la vente de bateaux destinés à doper son industrie maritime, la Norvège a décidé d'organiser un audit sur les créances qu'elle détient sur les pays en développement. Il est important de vulgariser cet exemple pour que les autres pays développés se sentent mis sous pression pour l'imiter même si l'on sait bien que ça n'ira pas de soi et qu'il faudra mener de nombreuses interpellations politiques pour pousser en ce sens.

L'annulation des parties illégitimes de la dette doit permettre de répondre aux besoins sociaux urgents dans le domaine de la santé, l'éducation, le logement, etc Mais il est également nécessaire qu'une partie de l'argent économisé soit utilisé sur du plus long terme pour la transformation du modèle de développement avec la mise en place d'instruments financiers destinés à la promotion de projets alternatifs. Ces projets doivent viser la souveraineté alimentaire avec le soutien à l'agriculture paysanne et à l'agro écologie, la souveraineté énergétique avec la lutte contre les agrocarburants, la mise en place d'une décentralisation énergétique en lieu et place des grands barrages - dont la production électrique alimente plusieurs pays mais entraîne des déplacements massifs de population et une dégradation des sols - entre autres alternatives d'un nouveau modèle de développement.

Il faut aussi se coordonner avec d'autres organisations pour intégrer la lutte contre les accords bilatéraux sur l'investissement et le réseau de protection juridique des entreprises transnationales. Il faut également lier le thème de la dette écologique avec l'action de celles-ci.

Dans cette perspective plus large, il est nécessaire de montrer quel poids et quel obstacle la dette représente pour l'adoption d'un nouveau modèle de développement. D'où il est prévu d'actualiser en 2013 la brochure *les Chiffres de la dette 2012*, disponible en version papier en français et en version électronique sur le site du CADTM en français, espagnol et anglais. Il serait également important de pouvoir disposer d'une version en arabe.

Impression et diffusion de 2000 exemplaires en espagnol en 2013: 2.500 euros

TOTAL pour l'activité 3: 2.500 euros

Activité 4: Organisation d'un séminaire continental annuel en Amérique latine

En 2013, le séminaire sera organisé après les rencontres de présentation de l'ouvrage sur la méthodologie des audits pour élaborer des stratégies et perspectives de travail concrètes en matière d'audit.

En 2014, le séminaire portera sur les recherches et avancées autour d'une nouvelle architecture financière régionale et les stratégies à adopter en vue d'opérer un changement dans le modèle productif.

En 2015, le séminaire portera à nouveau sur l'audit pour faire le point sur les avancées concrètes, les problèmes rencontrés et les stratégies à adopter pour les surmonter.

Billets d'avion: 2000 euros/an

Location de salle, hébergement, nourriture et perdiem: 500 euros/an

TOTAL pour l'activité 4: 7.500 euros

Activité 5: Organisation d'une activité de solidarité avec Haïti en 2013

Trois ans, après le terrible tremblement de terre qui a dévasté Haïti, la coordination Amérique latine s'est mise d'accord pour organiser un voyage du CADTM AYNA de l'Amérique du Sud vers Haïti pour renforcer la solidarité et développer la problématique de l'audit de la dette. Le choix de la personne, de la période et des modalités se fera lors d'une réunion physique des membres de la coordination qui se tiendra en marge de l'Assemblée mondiale du réseau.

- 1 billet d'avion: 750 euros

- hébergement, nourriture et perdiem: 150 euros

- réalisation d'activités sur place: 500 euros

TOTAL pour l'activité 5: 1.400 euros

TOTAL ACTION 2 : 37.300 EUROS

Action 3: Renforcement des connaissances des membres du réseau

Activité 1: Formation des délégué/e/s du réseau CADTM à l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam

Chaque année, nous prévoyons d'envoyer 4 délégué-e-s du Sud suivre la formation du cycle de formation internationale Nord/Sud de l'Institut. Formation qui a déjà enregistré des résultats très positifs en terme de formation politique des acteurs du Sud. En effet, les idées et concepts politiques sont dispensés au cours de cette formation internationale.

Nous veillerons bien sûr à assurer la parité hommes/femmes dans le cadre de la promotion de l'égalité homme-femme et de la lutte contre le caractère sexué de la pauvreté.

Cette formation permet également aux membres du réseau de rencontrer d'autres délégué/e/s internationaux du mouvement altermondialiste pour échanger et renforcer les synergies entre organisations en dehors du réseau CADTM.

Déplacement de 4 délégués du Sud (Afrique, Amérique latine ou Asie du Sud): 5.000 euros (pour chaque année) : avion, hébergement, visa, assurance

TOTAL ACTION 3 : 15.000 EUROS

**TOTAL POUR L'AXE 1 SUR 3 ANS
160.000 EUROS**

AXE 2: RENFORCEMENT DU CADTM AFRIQUE

Action 1: Continuer à renforcer les capacités de coordination et de sensibilisation du CADTM Afrique

Activité 1: Soutenir le fonctionnement de la coordination du réseau

Grâce à l'apport financier des deux programmes Partenaires précédents et à celui du CADTM Belgique ainsi qu'à son appui méthodologique, le CADTM Afrique a pu se doter fin 2009 d'une coordination qui se réunit deux fois par an en marge d'activités auxquelles ses membres participent, ceci

toujours dans un souci de réduire les frais et le temps accordés aux déplacements.

En avril 2012, pour renforcer l'organisation de la coordination, Samir Abi d'ATTAC Togo a été engagé comme permanent à mi-temps. L'idée est de continuer ainsi avec un mi-temps, pour la durée de ce programme.

Depuis avril 2012, le Secrétariat du réseau Afrique s'est doté d'un local avec téléphone et Internet, on prévoit donc un poste budgétaire à ce titre.

En 2013 et 2015 auront lieu l'Assemblée Générale du CADTM Afrique et l'Assemblée mondiale du Réseau CADTM international, qui seront précédées de la réunion de la coordination du CADTM Afrique.

Une autre réunion de la coordination se tiendra lors du FSM à Tunis fin mars 2013 et aura pour objectif entre autres la préparation de l'Assemblée Générale du CADTM Afrique.

En 2014, l'Université du CADTM Afrique sera précédée de la réunion de coordination du réseau Afrique.

Rémunération annuelle d'un permanent à mi temps:

4.800*3=14.400 euros

Fonctionnement du Secrétariat du réseau Afrique:

4.200*3=12.600 euros

14 billets pour l'Assemblée Générale de 2013: 14.000 euros

5 billets d'avion pour une rencontre de la coordination Afrique pour 2014: 5.000 euros

14 billets pour l'Assemblée Générale de 2015: 14.000 euros

Location d'une salle pour les AG de 2013 et 2015, nourriture et perdiem: 2500*2=5.000 euros

Total pour l'activité 1: 65.000 euros

Activité 2: Soutenir la formation et sensibilisation faite par le CADTM Afrique

En 2014, le CADTM Afrique prévoit d'organiser sa première université d'été dans un lieu et à des dates à déterminer par l'Assemblée Générale du CADTM Afrique qui se tiendra à la mi-mai au Maroc juste avant l'Assemblée mondiale du réseau dont il sera question dans l'Axe 2. L'élaboration du programme fera l'objet d'une discussion collective lors de l'AG. Cette Université remplacera les séminaires continentaux qui avaient fait partie du précédent programme.

L'idée est qu'une personne de chaque organisation membre du réseau puisse prendre part à l'Université. Bien sûr dans le pays d'accueil, tous les membres de l'organisation pourront y participer. A l'instar de l'Université

d'été du CADTM Europe, cette université se veut largement ouverte et pourra être un important espace de rencontres, de partages des luttes entre pays et entre mouvements sociaux et d'élaborations communes de propositions alternatives.

Le transport terrestre sera favorisé avec la mise en place d'une caravane pour assurer le déplacement des participant-e-s de la sous région. Les participants des deux autres sous région se rendront à l'université par avion.

Au cours des années 2013 et 2015, les formations et la sensibilisation se feront au niveau local.

A côté d'un espace de sensibilisation comme l'Université du CADTM Afrique ou la sensibilisation au niveau national, il s'agit de continuer et d'augmenter l'écriture d'articles.

Le constat de l'échec du projet de livre collectif sur les résistances africaines ayant été posé, il convient de se concentrer sur la production d'articles d'analyse et de proposition ainsi que sur des interviews de membres du réseau Afrique.

5 billets d'avion: 5.000 euros

Déplacement en caravane de bus: 2.000 euros

Location d'un centre avec hébergement, nourriture et perdiem: 3.000 euros

Total pour l'activité 2: 10.000 euros

Activité 3: Développer les interpellations politiques

Le constat a été posé de faire des liens dans les analyses entre dette et souveraineté alimentaire, dette et armement, dette et processus électoral en Afrique (comment est utilisé l'argent des élections), dette et changement climatique et son lien avec la question environnementale en général entre autres.

Il a été décidé de faire des interpellations politiques au niveau des instances régionales comme la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La participation de délégué-e-s africain-e-s à la formation de 3 semaines à l'Institut international de recherche et formation (IIRF) d'Amsterdam budgétée dans l'Axe 1 représente un atout pour développer des interpellations politiques.

Total pour l'activité 3: 0

TOTAL POUR L'ACTION 1: 75.000 EUROS

Action 2: Continuer à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes

-Une formation pour les femmes du réseau CADTM Afrique a eu lieu pendant une durée de quatre jours complets du 18 au 21 décembre 2012 à Cotonou, au Bénin. Cette formation avait pour but d'outiller les femmes du CADTM Afrique sur les mécanismes de la dette et les processus d'audit en les aidant à se doter des connaissances analytiques et pédagogiques nécessaires afin qu'elles puissent se muer en formatrices sur les questions de la dette dans leur pays respectif et constituer une force de proposition et d'action importante au sein du CADTM Afrique. Il s'agissait de favoriser leurs aptitudes à produire des analyses sur la dette, ses impacts sur les femmes ainsi que sur les alternatives féminines/istes à la dette.

Ce Séminaire de formation des femmes du réseau sur la dette et l'audit a été impulsé par le CADTM Afrique et accueilli par le CADD (Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable) Bénin. Des femmes de Tunisie, de RDC, du Congo Brazza, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo y ont pris part. Ces journées avaient pour objectif de passer d'un processus d'apprentissage à l'élaboration collective d'actions et de stratégies à opposer au « système dette ». La formation a été largement interactive avec une première journée consacrée à l'utilisation d'outils pédagogiques comme le "Sudestan" et la "ligne du temps de la dette". Avec une seconde journée consacrée à l'analyse des impacts spécifiques de la dette sur les femmes, les participantes ont pu découvrir les conséquences similaires sur la vie des femmes de l'imposition des plans d'ajustement structurel au Sud que des mesures d'austérité au Nord.

Après les deux premières journées visant une appropriation des logiques du « système dette » ainsi que l'acquisition par les participantes d'une grille de lecture spécifique des impacts de la dette sur les femmes, les deux dernières journées du Séminaire étaient orientées vers l'action et la construction communes de stratégies pour briser le cercle vicieux de l'endettement. Parmi celles-ci viser à investir au maximum les médias (télévisions et radios); à encourager les femmes du réseau CADTM Afrique à organiser des sit-in dans leurs pays devant les sièges de la Banque mondiale, de l'Union européenne et du Ministère des Finances de leur pays respectif; de mobiliser et d'impliquer autant les acteurs/rices de la société civile que les élu-e-s locaux, les chefs coutumiers et religieux, les étudiant-e-s et universitaires dans la lutte pour l'audit et l'annulation de la

dette ; d'organiser une Marche silencieuse des femmes devant la Banque mondiale le même jour à la même heure dans tous les pays membres du CADTM Afrique ; d'organiser des journées 'portes-ouvertes' du CADTM afin de faire connaître ses militant-e-s, ses documents, ses luttes. Par ailleurs, il a été proposé de créer un comité féministe dans chaque association membre du CADTM Afrique pour faire remonter les analyses et comptes rendus des activités et luttes des femmes contre la dette et pour l'audit au Secrétariat international afin qu'il les diffuse et de maximaliser l'utilisation de la mailing-list de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM.

Une journée de travail de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM⁴ portera sur l'évaluation du suivi du Séminaire de formation de Cotonou. Les questions à l'agenda de cette réunion porteront sur la restitution des acquis par les participantes dans leurs associations respectives, les points positifs/négatifs, le relais au delà de leur organisation des connaissances et compétences acquises et l'élaboration d'une planification des prochaines activités. Cette journée de travail est prévue à Tunis en marge du Forum social mondial pour profiter de la présence de déléguées au Forum ayant participé à cette réunion.

En mai, une autre réunion aura lieu avant l'Assemblée mondiale du réseau CADTM pour l'élaboration d'un programme pour les années 2013-2015.

Par ailleurs, il faut mentionner qu'un ouvrage sur les luttes des femmes au Nord et au Sud est en préparation.

Une rencontre internationale des femmes du réseau en vue de se coordonner ou/et de se former aura lieu en 2013 et 2015 et sera couplé avec une autre rencontre.

En 2014, l'université du CADTM Afrique proposera un parcours thématique sur l'impact spécifique de la dette sur les femmes.

5 billets d'avion pour 2013: 5.000 euros

10 billets d'avion pour 2014: 10.000 euros

5 billets d'avion pour 2015: 5.000 euros

Hébergement, nourriture et perdiem pour les 3 années: 1.800 euros

TOTAL ACTION 2: 17.800 EUROS

⁴ Créée en 2010, cette coordination est composée de femmes francophones d'Europe et d'Afrique.

Action 3: Mettre en avant la légitimité de réparations pour la dette historique et écologique

Activité 1: Ouvrir la réflexion sur le modèle de développement

Suite au travail entrepris en Amérique latine il est prévu la traduction vers le français des recherches concernant la transformation du modèle de développement développé dans l'Axe 1 ainsi que l'adaptation de la thématique aux réalités et moyens des pays africains des organisations membres.

Activité 2: Organiser une activité sur les réparations

En décembre 2013, le CADTM Afrique organisera une activité autour de la question des réparations dans un lieu et selon un format qui seront définis lors de la réunion de coordination qui se tiendra en mai avant l'Assemblée mondiale du réseau.

Traductions de l'espagnol vers le français des productions sur le modèle de développement: 2.000 euros

8 billets d'avion: 8.000 euros

Hébergement, nourriture et perdiem: 2.000 euros

TOTAL ACTION 3: 12.000 EUROS

Action 4: Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux)

Le Forum social mondial qui aura lieu pour la quatrième fois sur le continent africain après le Forum polycentrique de Bamako en 2006, Nairobi en 2007 et Dakar en 2011 se tiendra du 26 au 30 mars 2013 à Tunis et verra comme lors des éditions précédentes la participation de plusieurs membres du réseau Afrique ainsi que d'Amérique latine. Tunis a été choisi pour célébrer les deux ans de la révolution tunisienne. Cependant les réformes n'avancent guère. Le poids de la dette héritée de la dictature de Ben Ali grève le budget et empêche la mise en place de réformes sociales si nécessaires dans le domaine de la santé, de l'éducation, du logement etc.

Par ailleurs, il y a en Tunisie un projet de loi pour un audit de la dette qui a été élaboré par certains parlementaires mais qui n'a pas encore été discuté au Parlement. Le président équatorien, Rafael Correa, s'est dit prêt à apporter le concours de l'Equateur en fonction de son expérience d'audit de 2007-2008 au processus en envoyant à Tunis des experts équatoriens.

RAID/ATTAC/CADTM Tunisie est bien sûr content de cette démarche mais veillera dans la mesure de ses possibilités à ce que le processus ne soit pas détourné. Le réseau CADTM Afrique essaiera également de tirer parti de l'expérience tunisienne - si celle-ci se concrétise pour essayer d'impulser des audits dans les pays dont sont issus les organisations membres.

Dans cette optique le réseau CADTM sera fortement représenté à Tunis.

Plusieurs membres du réseau CADTM Afrique participeront ensuite au Conseil International (CI) du Forum social mondial qui a pour objectif l'évaluation du Forum et la détermination des perspectives futures.

Cependant devant l'enlisement du processus des forums sociaux et leur logique qui est plus d'être des lieux de débat que d'impulsion de mobilisations sociales, le réseau CADTM international aura au cours de son Assemblée mondiale de mai une discussion sur le bien-fondé ou non de continuer à mettre des énergies dans un processus qui était au départ fort prometteur mais qui au fil du temps et face à son incapacité à imposer des changements face au modèle néo-libéral a suscité beaucoup de déceptions.

Quant à l'Assemblée des mouvements sociaux qui avait connu une bonne dynamique en raison de la forte implication du réseau international CADTM, celle-ci connaît également un déclin en raison du peu d'implication des autres mouvements sociaux importants au niveau mondial. Là aussi, l'Assemblée mondiale du réseau CADTM de mai discutera de l'implication future du réseau et des possibilités que d'autres organisations s'impliquent dans le processus organisationnel. L'Assemblée des mouvements sociaux pourrait être le fer de lance d'un processus de changement mais à condition que sa dynamique ne repose pas sur un seul réseau international.

Ne sachant pas aujourd'hui quel sera le bilan à tirer du FSM de Tunis, il est impossible de prévoir la pertinence de la poursuite de l'implication du réseau CADTM international dans le Forum social mondial qui devrait se tenir en 2015. Etant donné que le présent programme est triennal, on prévoit le même budget pour une éventuelle participation au FSM 2015 que pour celle de 2013. Dans le cas où l'implication du réseau international CADTM ne se confirmerait pas, les montants budgétés seront attribués à la réalisation d'autres activités.

Il en est de même pour les réunions du Conseil International de 2014. Si le CADTM décide de mettre fin à son implication dans le processus du FSM, il ne participera bien évidemment plus au Conseil international. A suivre donc!

**14 billets pour le Forum social mondial de 2013: 14.000 euros
Logement, alimentation et perdiem en ce compris la participation
au Conseil International d'un/e délégué/e 2.000 euros**

Participation d'un/e délégué/e de la coordination Afrique aux deux réunions du Conseil international du FSM en 2014 - 2 billets d'avion: 1.500 euros

Hébergement, nourriture et perdiem: 500 euros

14 billets pour le Forum social mondial de 2015: 10.000 euros

Logement, alimentation et perdiem en ce compris la participation au Conseil International d'un/e délégué/e du réseau Sud 2.000 euros

TOTAL ACTION 4: 34.000 EUROS

**TOTAL POUR L'AXE 2 SUR 3 ANS
140.000 EUROS**

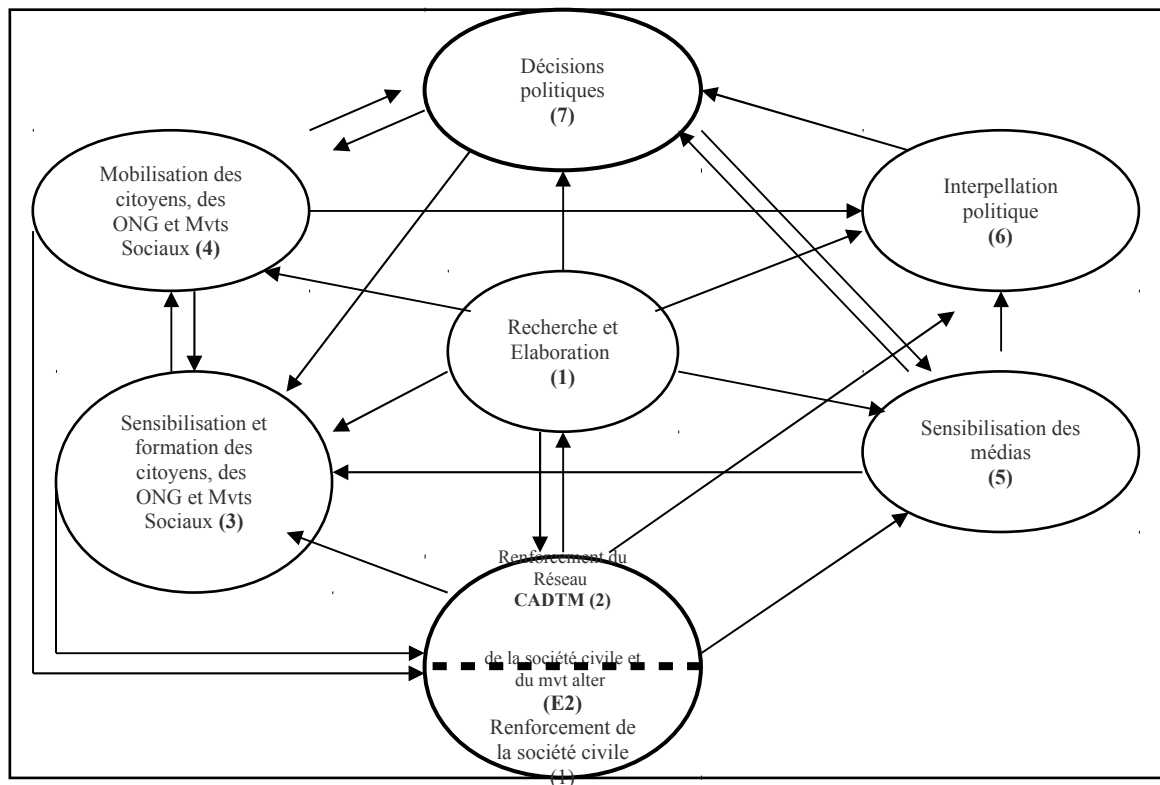
**TOTAL POUR AXE 1 ET AXE 2 SUR 3 ANS
300.000 EUROS**

Explication de la cohérence entre les différentes actions du programme

Les 7 actions qui composent le programme sont complémentaires entre elles car elles visent ensemble à renforcer les capacités (matérielles et intellectuelles) du réseau CADTM au Sud. Sans être prédominant sur l'ensemble du programme comme ça avait été le cas dans le précédent programme, le réseau CADTM Afrique (qui comporte le plus d'organisations au Sud) demeure très important, l'Axe 2 lui étant entièrement consacré. L'éventualité du transfert du Secrétariat Internationale qui sera confirmé ou non par l'Assemblée mondiale du réseau de mai 2013 est un enjeu suffisamment important pour le réseau Sud dans son ensemble pour que l'Axe Synergies Sud-Sud prenne le pas sur l'Axe de Renforcement du CADTM Afrique. 2013 représentant une transition puisque si l'Assemblée mondiale confirme le transfert, celui-ci n'entrerait en vigueur qu'à partir d'octobre 2013 pour donner le temps à ATTAC/CADTM Maroc de rechercher un local adéquat et d'entreprendre le recrutement de permanents en fonction des besoins requis qui devront être précisément définis.

Explication de l'intégration entre les projets, les actions d'éducation au développement et de plaidoyer politique

Ce programme « partenaires » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale qui a pour but d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement de la société civile internationale, à sa mobilisation autour du thème spécifique du financement du développement et de la garantie universelle des droits fondamentaux. Il faut que l'opinion publique s'approprie massivement cette question pour qu'elle devienne un enjeu politique majeur pour les décideurs politiques. Ce cercle vertueux peut être schématisé de la façon suivante :



La stratégie du réseau CADTM pour la mise en place d'alternatives à la dette centrées sur les droits humains fondamentaux repose sur la réalisation de 7 étapes. La 7^{ème} étape est la prise de décisions politiques en faveur d'un développement socialement juste et écologiquement soutenable. Toutes les autres étapes visent à la réalisation de cet objectif ultime.

Les 7 étapes sont les suivantes :

- Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations (étape 1)
- Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM (étape 2)
- Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyen-ne-s (étape 3)
- Mobilisation des citoyen-ne-s, des ONG et des mouvements sociaux (étape 4)

- Sensibilisation des médias (étape 5)
- Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux (étape 6)

Prise de décisions politiques (étape 7). Seul ce dernier élément ne se décline pas en activités du CADTM car il représente l'aboutissement, l'objectif global découlant du succès des objectifs spécifiques

En ce sens, le CADTM considère que tant sa raison sociale que le projet pour lequel il rentre une demande rencontrent précisément la conception du développement du CNCD, telle qu'elle est inscrite dans sa Charte fondamentale :

« Nous, organisations de coopération, de jeunes, de femmes, syndicalistes, d'éducation permanente, membres du personnel du CNCD, militantes et militants engagés dans la construction d'un monde plus juste et solidaire : Nous réaffirmons vouloir œuvrer collectivement au sein du CNCD pour faire de celui-ci un moteur de mobilisation en vue de transformer mentalités et comportements, structures et décisions politiques en faveur d'un développement équitable et durable dans le monde et plus particulièrement dans le Sud. »

L'évaluation du Programme

L'évaluation de ces deux axes se fera sur base de termes de référence pensés collectivement lors de l'Assemblée mondiale du réseau qui définiront la période, la portée et le profil des évaluateur-trices. Etant donné que le programme engage l'ensemble du réseau Sud, il semble que ce soit la meilleure manière de procéder.

Les publics cibles du Programme

Les organisations du Sud membres du réseau, les organisation du Sud et du Nord travaillant sur la dette, les mouvements sociaux du Sud et du Nord, les citoyen-e-s du Sud et du Nord, les parlementaires et mandataires politiques du Nord et du Sud, les représentants des institutions financières internationales et des autres banques de développement, les médias au Sud comme au Nord.

VII. Viabilité et durabilité du Programme

La nature des organisations partenaires de ce programme est une des garanties pour la viabilité et la durabilité du programme. En effet, ce programme s'adresse à des organisations du Sud qui sont actives sur le terrain depuis près de dix ans. Ces organisations ont, au cours de cette période, développé un grand nombre d'activités et ont ainsi acquis une certaine expérience en matière d'éducation permanente et d'actions d'interpellations politiques.

Comme mentionné auparavant, la structuration des coordinations Afrique et Amérique latine ainsi que l'éventualité du transfert du Secrétariat International au Sud renforcent le poids du Sud dans le réseau et représentent en partie un gage pour sa pérennisation.

La nature même des actions listées dans ce programme, du fait de leur dimension politique, permet d'enclencher au niveau des citoyen-ne-s et des organisations au Sud comme au Nord une dynamique d'engagement social pour un changement positif au sein de la société.

ANNEXES

FICHES DE PRESENTATION DU RESEAU

CADTM AFRIQUE

AMSEL Lubumbashi RDC (Action Mondiale pour le Sourire, l'Espoir et la Lumière)	CADTM
---	--------------

Association, ayant des statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

Budget annuel: 1800€, provenant de fonds propres et d'apports des partenaires financiers, principalement le CRONG, la Société Civile, l'Eglise Catholique et le CADTM International.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. lutte contre l'ignorance (droits humains, euthanasie, pollution, SIDA, etc.)
2. promotion du développement à travers l'agriculture et l'élevage
3. alternatives pour le développement durable

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : De plus en plus d'activités sur la dette sont organisées en RDC. En plus des activités de formation et sensibilisation, l'organisation travaille au renforcement des synergies entre organisations de la société civile locale et à la formation des parlementaires.

Il est également prévu de mettre sur pied deux bibliothèques (une à l'Université de Lubumbashi et une autre au siège du CADTM Lubumbashi).

En ce qui concerne les médias, l'organisation collabore avec une chaîne de télévision et deux journaux (le Potentiel et le Fédéral). Le travail en synergie avec les organisations partenaires du Nord est essentiel (notamment pour l'apport de matériels pédagogiques et de données d'analyse).

APASH CADTM Congo Brazzaville
--

Coalition d'organisations, ayant des statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

5 membres officiel-le-s, une trentaine de sympathisants.

Partie prenante du réseau CADTM International et ATTAC International.

Partenaire d'ATTAC Togo, Jeunes Volontaires pour l'Environnement Togo, Union Congolaise des Volontaires pour le Développement, Association Jeunes Levons Nous et Bâtissons, Association Congolaise pour la Défense des Droits des Consommateurs.

Budget annuel : 2 500€, grâce aux apports des partenaires, .

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. **environnement et agriculture**
2. **OMC**
3. **éducation**
4. **migration (fuite des cerveaux)**
5. **commerce équitable et économie solidaire (coopératives)**

La dette est souvent évoquée dans les médias, comme résultat du travail d'APASH-CADTM.

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement :

APASH CADTM et Solidaires CADTM Pointe Noire sont les deux seules organisations à travailler sur ce thème au Congo Brazzaville.

APASH CADTM travaille principalement à la sensibilisation, notamment au travers des médias (articles, émissions radio/TV) et du matériel produit (dépliants, vente des livres CADTM).

APROFES (Association pour la promotion de la femme sénégalaise)

Date de création : 13 novembre 1987 à Kaolack Sénégal

Régime juridique : ONG nationale

Raison sociale : l'APROFES a pour mission de contribuer à la promotion économique, sociale et culturelle de la femme sénégalaise

Bref historique des activités réalisées par le passé

Formations de formateurs sur les thématiques de genre, leadership, plaidoyer, contrôle citoyen, technique de communication, négociation et médiation

Formation des leaders et animateurs sur les questions de la dette de la pauvreté (causes et conséquences), les alternatives, le commerce international, les droits de la femme sénégalaise

Interpellations politiques sur le droit à la santé et la participation des femmes aux sphères de prise de décisions

Conférences et causeries sur le développement local et le contrôle citoyen, le code de la famille et la féminisation du VIH / sida ainsi que des séances de théâtre sur les mêmes thématiques

Synergies et partenariats

L'APROFES est membre

-Au niveau local du CONGAD, du forum social sénégalais et du conseil sénégalais des femmes

-Au niveau international du CADTM Afrique et International, de Solidarité socialiste Belgique, de NOVIB Hollande et la LWR Etats Unis

ATTAC Burkina

Attac Burkina organise depuis 2007 le forum social du Burkina dont la troisième édition aura lieu du 07 au 10 avril 2010 à Bobo Dioulasso avec une cinquantaine d'organisations de la société civile dont ATTAC BURKINA assure la présidence.

Les questions abordées sont les questions relatives à la dette en premier mais aussi relatives à la finance mondiale, les paradis fiscaux, les OGM, les spéculations foncières et d'autres questions telles que l'accaparement des terres, les privatisations mais également les questions de l'environnement et du genre. Attac Burkina s'implique également dans la défense des droits fondamentaux par exemple dans des activités de défense des droits des journalistes et bien d'autres personnes menacées ou privés de leurs droits tels fut le cas de la lettre ouverte de ATTAC Burkina sur le non lieu prononcé sur le dossier Norbert Zongo disponible sur le site de ATTAC Burkina.

ATTAC BURKINA dispose de statuts depuis 2002 et regroupe des personnes physiques mais pas encore de personnes morales.

Une permanence non rémunérée est assurée par les bénévoles.

Ses activités s'organisent sur la base des contributions des membres de la structure. Attac Burkina ne dispose pas d'autres fonds ni de partenaires extérieurs.

Attac Burkina effectue un travail de sensibilisation par des activités classiques peu coûteuses d'information et de formation des organisations de la société civile autour des préoccupations liées à la mondialisation néolibérale et ses conséquences désastreuses sur le terrain burkinabé et par delà dans le monde et la nécessité d'une véritable prise de conscience pour des alternatives.

Elle réalise également un travail d'interpellation des gouvernants sur les conséquences désastreuses de leurs politiques sur les populations.

Pour les trois ans à venir, Attac Burkina réfléchit à une association avec d'autres structures sur le terrain notamment pendant le Forum Social du Burkina pour commencer un travail préalable au lancement futur d'un audit de la dette du Burkina.

ATTAC/CADTM Maroc

ATTAC/CADTM Maroc est une association d'éducation populaire tournée vers l'action, disposant de statuts officiels.

Elle ne compte aucun-e permanent-e mais environ 400 membres officiel-le-s qui s'acquittent d'une petite cotisation.

Membre, au niveau national, du réseau ACME (Acte pour un Contrat Mondial de l'Eau), de la coordination nationale de la Marche Mondiale des Femmes, de la coordination nationale contre la hausse des prix et la dégradation des services publics, du réseau euro-africain « Migrations, droits fondamentaux et liberté de circulation ». A l'échelle internationale, elle est membre du réseau CADTM international, d'ATTAC, d'OWINFS, de S2B, du réseau européen pour la défense des services publics.

Depuis la grande manifestation du 20 février 2011 qui a donné lieu au mouvement massif dit Mouvement du 20 février (M20F), ATTAC/CADTM Maroc s'est fortement investi dans ce mouvement qui a suscité une grande mobilisation dans la jeunesse.

Situation et fonctionnement : Le mouvement se heurte à de grosses difficultés dues à la répression et au régime autoritaire, notamment d'accès aux informations. Il se focalise sur le réseautage et l'organisation d'activités en partenariat avec d'autres sur des thèmes connexes.

ATTAC Togo

Association, ayant des statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

Partie prenante du réseau CADTM International et ATTAC International.

Budget annuel : 600 000 Fcs CFA, récoltés par don.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. justice économique
2. contrôle citoyen de l'action publique
3. développement durable
4. corruption
5. migration
6. transactions financières

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation : Depuis plusieurs années, Attac Togo a pour priorité la création de clubs Attac dans les établissements scolaires et universitaires pour la formation des élèves et étudiants. Nous organisons depuis 4 ans la semaine du développement durable en collaboration avec d'autres associations écologiques et les établissements scolaires.

CAD Mali

(Coalition des Alternatives Africaines
Dette et Développement)

Coalition d'organisations de la société civile, ayant des statuts officiels.

4 permanent-e-s

Partie prenante au niveau international du réseau CADTM International, Jubile Sud, Réseau Cotonou, FSM, FSA, Réseau WARBAN (Ghana), CDD (Nigeria) et au niveau national du Conseil National de la Société civile (CNCS), Coalition pour la protection du patrimoine génétique national (COPAGEN), Collectif de soutien aux expulsés, etc.

Partenaire de Oxfam Novib, Oxfam Solidarité, Diakonia et CNCD.

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement social populaire de statut malien agréé par le Gouvernement du Mali en 2001.

Le mouvement social populaire CAD Mali est bien connu au Mali, en Afrique et dans le Monde à travers des activités concrètes de résistances et de proposition d'alternatives sur les questions problématiques de l'endettement du Tiers monde et du commerce international. Ces deux questions en plus du système de corruption au Sud avec la complicité du Nord, sont des mécanismes fondamentaux du blocage du processus de développement social, économique, culturel, environnemental et politique du Mali, de l'Afrique et des autres pays du Tiers Monde.

La CAD Mali a construit sa légitimité et crédibilité sur le terrain de la mobilisation sociale, d'éducation populaire, de protestations d'échanges, et proposition d'alternatives.

Elle réalise de la formation au playdoier, des conférences débats, des études d'impact, de l'éducation populaire, de la formation de députés, le Forum des peuples du Mali et l'audit citoyen de la dette du Mali entre autres.

Budget annuel : 100 000 000 Fcs CFA, récoltés grâce aux apports des partenaires financiers, principalement Oxfam Novib, Diakonia, CDD, CNCD, Oxfam Solidarité.

CERIDA Guinée Conakry

(Centre d'Etude et de Recherche pour
l'Intégration Régionale et le
Développement de l'Afrique)

Association indépendante régionale, ayant des statuts officiels auprès de l'Etat guinéen.

3 permanent-e-s, 2 stagiaires et 5 volontaires employé-e-s à temps partiel.

Il compte 45 membres officiel-le-s, 5 membres associé-e-s et 7 membres honoraires.

Partie prenante de différents réseaux :

_ En Guinée : Fédération des ONG de Guinée (FONG-Guinée), Coalition des alternatives africaines dette et développement et de défense des intérêts fondamentaux de Guinée (CADIF-Guinée), Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSC-Guinée).

_ En Afrique : Réseau ouest africain de développement (ROAD), Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC).

_ Au niveau international : CADTM International, Département de Information Publique (DPI/ONG) des Nations Unies, Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et a un statut consultatif avec les Nations Unies (ECOSOCC).

Partenaires :

_ au niveau national : organisations communautaires à la base, associations locales de développement, collectivités locales, Universités et Instituts de recherche, Coordinations nationales des programmes de développement et de promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, les Départements en charge de la coopération, de l'intégration régionale, des relations économiques internationales, et du développement durable.

_ au niveau régional et international : RAFAL (Réseau Africain Francophone sur les armes légères pour la prévention des conflits et la construction de la Paix), RASALAO (Réseau d'Action sur les Armes légères en Afrique de l'Ouest), Réseau Germe (Formation et perfectionnement des promoteurs et cadres d'entreprise), CETIM, CONGO (Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies), ATTAC-France, la revue «ALTERMONDES», etc.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. décentralisation et développement local
2. intégration africaine et relations économiques internationales
3. genre et développement social
4. environnement et développement durable
5. gouvernance et lutte contre la corruption
6. promotion de la culture de la Paix

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : L'organisation intervient dans le cadre de l'information, de la formation, de la mobilisation citoyenne et de l'interpellation politique au niveau local, national, sous-régional, régional et mondial, réalisant un travail de soutien et de mise en œuvre de projets, stratégies et programmes. Elle joue également un rôle de partenaire et prestataire de service après des décideurs politiques. C'est enfin un centre de recherche et d'analyses, gérant une bibliothèque. L'organisation est l'une des premières et des rares à sensibiliser sur le thème de la dette, mal connu de la population.

Forum national contre la dette et la pauvreté (FNDP) Côte d'Ivoire

Date de la création : 21 Avril 2001

Régime juridique : association de droit ivoirien

Objet social: Former et informer les citoyens sur la question de la dette; promouvoir les droits humains; soutenir les populations à la revendication de leurs droits; organiser des

activités de lutte pour l'annulation de la dette; être en lien avec les autres mouvements sociaux afin de renforcer nos actions.

Le FNDP est membre :

Au niveau national de

La Marche Mondiale des Femmes section Côte d'Ivoire et Mouvement ivoirien des droits de la jeunesse (MIDJ)

Au niveau international du réseau CADTM Afrique et International, de Jubilé Sud, du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) de ROAD (Réseau Ouest africain pour le Développement) et du Forum social africain (FSA)

NAD Unikin RDC

(Nouvelles Alternatives pour le Développement - Université de Kinshasa)

Association estudiantine, ayant des statuts officiels auprès de l'Université de Kinshasa.

Aucun-e permanent-e.

20 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, ATTAC International, CETIM, Forum Social RDC.

Partenaire de NAD Kin RDC, Plateforme Dette et Développement, Ecole de Santé Publique de l'Université de Kinshasa, Bureau Central de Santé, Campagne Dette Illégitime UK.

Budget annuel : environ 60 USD, apportés par les cotisations et dons des membres (étant des étudiants, les contributions sont peu élevées).

Pour un projet conjoint, nous allons bénéficier d'un financement de l'Ecole de Santé Publique.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. VIH/ SIDA
2. Souveraineté alimentaire
3. dynamique communautaire

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : NAD UniKin fait principalement des activités de sensibilisation et de mobilisation et des activités communautaires (autour du DSRP notamment). Une enquête approfondie est en route sur les biens mal acquis de Mobutu, en collaboration avec la Plateforme Dette et Développement. Elle développe également des alliances avec les communautés de base, les Parlementaires, les organisations de la société civile, etc.

RAID ATTAC Tunisie

La révolution a rendu possible la construction d'une Tunisie nouvelle : souveraine, démocratique, sociale et écologique. RAID Attac Cadtm Tunisie agit dans ce sens, grâce notamment à :

- La mise en place d'un espace alternatif de réflexion, d'analyse et de propositions sociales collectives,
- La production et la diffusion d'informations concernant la politique économique et sociale et les accords et traités inégaux hérités de l'époque de la dictature et leurs graves conséquences économiques, sociales, culturelles et environnementales.

- Le développement de différentes formes de résistances citoyennes et la lutte contre la mondialisation libérale qui foule aux pieds les droits de la personne humaine, bafoue les droits des peuples et détruit la planète.
- Le soutien du processus révolutionnaire, notamment par :
 - La lutte pour une égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes et la promotion des droits sociaux, économiques, culturels et politiques de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.
 - L'annulation de la dette odieuse de la Tunisie,
- La mise en place d'un réseau maghrébin, arabe et international altermondialiste, et la construction d'un réseau méditerranéen opposé aux politiques de domination impérialiste et coloniale, et agissant pour la paix et la coopération entre les peuples.

L'organisation est la seule à traiter de la dette

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

droits sociaux

développement

RNDD Niger

(Réseau National Dette et Développement)

Réseau de coalition sociale, ayant des statuts officiels.

Il regroupe 32 organisations de la société civile nigérienne (syndicats, journaux, ONG, etc.).

1 permanent-e et un employé pour le gardiennage.

Partie prenante du réseau CADTM International, Jubilé Sud, ROAD et le CNCD.

Partenaire de la Cellule Bonne Gouvernance et du Ministère de l'Economie et des Finances.

Budget annuel : 3 216 000 Francs CFA XOF, récoltés grâce aux subventions, cotisations des membres, aux droits d'adhésions et aux dons.

RPC Mauritanie

(Réseau d'organisations de la société civile pour la Promotion de la Citoyenneté - ex-Comité de Suivi des Assises de la société civile mauritanienne)

Réseau d'organisations de la société civile, ayant des statuts officiels.

4 permanent-e-s, 2 employés pour le gardiennage, 1 pour le ménage.

21 organisations membres, soit des milliers de personnes membres.

Partie prenante du réseau CADTM International et ROAD.

Partenaire de Intermon Oxfam, Oxfam GB.

Budget annuel : 28, 48 millions d'ouguiyas, récoltés notamment grâce aux apports des partenaires. Le principal partenaire financier est Oxfam GB.

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : Le réseau a su toucher les médias à travers des émissions de radio en langue locale. Il mène également un travail de sensibilisation auprès des organisations membres et du grand public sur tout le territoire.

Solidaires
Pointe Noire Congo
Brazzaville

Association ayant des statuts officiels.
Aucun-e permanent-e.

Budget annuel : 3730€, récoltés grâce aux cotisations des membres, aux revenus des activités et aux apports de partenaires, principalement Association Officina del Anime ONLUS et le CADTM International.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. l'école
2. les droits humains (logement, santé, eau, libertés politiques)
3. protection de l'environnement
4. culture
5. renforcement du mouvement altermondialiste
6. ressources naturelles

AMERIQUE LATINE ET CARAÏBE

ATTAC Argentine

Association, ayant des statuts officiels.

40 membres officiel-le-s, plus de 300 sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, du mouvement pour la souveraineté et l'intégration des peuples (MOSIP) et à la représentation argentine de l'alliance sociale continentale (ASC), du réseau Attac international, du Forum social mondial, du Forum social européen, de Enlazando Alternativas et du Tribunal permanent des peuples (TPP).

Partenaire de la Fondation d'Etudes Sociales et Politiques (FISyP), la Fédération judiciaire argentine (FJA), la Centrale des travailleurs argentins (CTA), le Mouvement pour la paix et la solidarité entre les peuples (MOPASOL), le Mouvement paysan de Santiago del Estero (MOCASE), de Diálogo 2000 et Jubileo Sur.

Budget annuel : 9.000\$, récoltés grâce aux cotisations des membres.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. le libre-échange
2. le modèle agro-industriel et les agro-carburants
3. pauvreté et distribution de la richesse
4. nouveaux processus d'intégration régionale

5. nouvelle architecture financière
6. genre

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : Les activités sont principalement de sensibilisation, formation, recherche et analyse, mobilisation et réseautage (MOSIP, TPP), au travers de séminaires, publications, conférences et interviews.

AUDITORIA CIDADÃ DA DÍVIDA - Brésil

L'audit citoyen de la dette est un mouvement social qui a débuté en 2001 à l'initiative de volontaires et d'un réseau d'entités de la société civile. Le mouvement s'est organisé à partir d'un "Plébiscite national sur la dette externe" auquel ont participé plus de 6 millions de personnes qui ont voté en faveur du non paiement de la dette publique et de la réalisation d'un audit tel que la Constitution fédérale le prévoit.

Parmi les activités réalisées, on note la réalisation d'études techniques et de recherches sur base de la documentation liée à la dette publique avec la production de publication didactiques visant à faire connaître la réalité financière du pays. Les activités les plus importantes ont été la participation à la Commission d'audit officiel de l'Equateur (CAIC) et la Commission d'Enquête parlementaire sur la dette (CPI) de la Chambre au Brésil ainsi que la participation dans différents forums internationaux.

Depuis le début de son existence, l'audit citoyen est coordonné par l'auditrice professionnelle à l'administration fédérale des impôts du Brésil, aujourd'hui retraitée, Maria Lucia Fattorelli.

UNEB Colombie

L'Union nationale des employé-e-s de banque est le principal syndicat du secteur bancaire en Colombie qui comprend 41 sections dans une bonne partie du pays. L'UNEB lutte pour garantir le bien-être économique et social des travailleur/euse/s pour le maintien et l'avancée de nouvelles conquêtes et la promotion d'alternatives autogestionnaires comme les Coopératives et les Fonds de bien-être social.

Conscient de l'impact néfaste des dynamiques du capital financier sur l'absence de réalisation des droits économiques et sociaux, l'UNEB réalise un travail d'éducation permanente. Sa participation au réseau CADTM a pour conséquence d'intégrer la question de la dette à sa réflexion globale.

CADTM Equateur

Association, sans statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

15 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, du Groupe National de la Dette en Equateur, du Colectivo Feminista (Collectif Féministe), de la Refundación Socialista (Refondation Socialiste) et de la Quatrième Internationale.

Partenaire de REMTE, CEDES, Jubileo 2000, Acción Ecológica, organisations de femmes de la Casa Feminista de Rosa (femmes de la ville de Quito), organisations de femmes indigènes de Cayambe, Cotacachi, Movimiento de Mujeres (mouvement de femmes) de El Oro.

Les thèmes prioritaires en dehors de la dette sont le genre, l'environnement et dette écologique

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : Un travail important de sensibilisation et de formation est réalisé dans différents groupes à travers le pays (Cotacachi, Cayambe, Quito, Cotopaxi, Guayaquil, Cuenca, Machala). Le CADTM Ecuador fait également un travail conséquent de réseautage (local et régional) et développe la recherche et l'analyse en vue de la diffusion de matériels.

PAPDA Haïti

(Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif)

Coalition d'organisations dotée de statuts.

17 permanent-e-s.

9 organisations et réseaux membres officiel-le-s, des milliers de sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, Jubilé Sud, l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC), du Comité Exécutif Régional, l'Alliance Sociale Continentale (ASC), Forum Mondial des Alternatives (FMA), Dialogue entre organisations africaines et latino-américaines, COMPA, CI-FSM et conseil hémisphérique du FSA.

Partenaire de structures syndicales, Alternatives Canada, Oxfam GB, Oxfam International, Intermon, Broederlijk Delen et Entraide et fraternité et quelques organisations haïtiennes (dont la FOKAL et la BNC) et certains groupes religieux comme la MCC.

Budget annuel : 600.000 USD, récoltés grâce aux cotisations des membres, à la vente des publications et des apports des partenaires, principalement Alternatives Canada, Oxfam GB, Oxfam International, Intermon, Broederlijk Delen et Entraide et fraternité et quelques organisations haïtiennes (dont la FOKAL et la BNC) et certains groupes religieux comme la MCC.

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : Les activités de l'organisation se concentrent autour de plusieurs axes, dont : la politique économique néolibérale conduite par le Gouvernement Préval-Pierre Louis, la réflexion pour la mise en place d'un nouvel instrument politique, les accords de libre échange, la cherté de la vie, la souveraineté alimentaire, la démocratie participative et la décentralisation, l'occupation militaire, la répudiation des dettes illégitimes et odieuses, etc.

L'organisation fait principalement des activités de sensibilisation et mobilisation, des interpellations politiques et un travail de réseautage.

ASIE

VAK Inde

(Vikas Adhyayan Kendra)

Type d'organisation :

Association, disposant de statuts officiels.

12 permanent-e-s.

10 membres officiel-le-s.

Partie prenante du réseau CADTM International, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Asia Pacific Research Network (APRN), Peace Mumbai, etc.

Partenaire de FIAN, Kerala Fish Workers Forum, Coalition for Nuclear Disarmament & Peace, Centre for Study of Society and Secularism, etc.

Budget annuel : 80.000€, récoltés grâce aux cotisations des membres.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. Droits des Dalit (Intouchables)
2. Bien communs
3. Réhabilitation post-tsunami
4. Campagne contre les IFI
5. Démocratie et bonne gouvernance

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : travail depuis plusieurs perspectives (social, politique, économique et environnemental), visant principalement la construction d'alliance et le réseautage, l'information et la mobilisation.

CADTM Pakistan

Réseau national.

Pas de statuts officiels.

Aucun-e permanent-e.

7 membres officiel-le-s et 50 sympathisant-e-s.

Partie prenante du réseau CADTM International.

Partenaire de Women Workers Help Line (WWHL), le Parti Travailleur du Pakistan, Labour Education Foundation, Network for Social Development, des Comités Paysans et des syndicats.

Budget annuel : 500€, récoltés auprès d'autres organisations partenaires.

Thèmes prioritaires en dehors de la dette :

1. droits des femmes
2. droit du travail
3. droit de la paysannerie

Travail de l'organisation dans ce contexte

Situation et fonctionnement : Population et mouvement social pas sensibles au départ. Stratégie à trois niveaux (national, régional et international). Beaucoup de travail de réseautage.

Charte politique du CADTM International

Préambule :

- En 1989, « l'appel de la Bastille » est lancé à Paris : il invite toutes les forces populaires du monde à s'unir pour l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette des pays dits « en développement ». Cette dette, écrasante, ainsi que les réformes macro-économiques néolibérales imposées au Sud à partir de la crise de la dette de 1982, ont provoqué l'explosion des inégalités, une pauvreté de masse, des injustices criantes et la destruction de l'environnement. C'est en réponse à cet appel, et pour lutter contre la dégradation générale des conditions de vie de la majorité des peuples, que le CADTM est créé en 1990. Aujourd'hui, le CADTM International est un réseau constitué d'une trentaine d'organisations actives dans plus de 25 pays répartis sur 4 continents. Son travail principal, axé sur la problématique de la dette, consiste en la réalisation d'actions et l'élaboration d'[alternatives](#) radicales visant l'émergence d'un monde basé sur la souveraineté, la solidarité et la coopération entre les peuples, le respect de la nature, l'égalité, la justice sociale et la paix.
- Depuis la création du CADTM, le contexte international a évolué. Sur le plan de l'endettement, une évolution importante est à prendre en compte : la dette publique interne augmente très fortement. Globalement, deux grandes tendances opposées sont à l'oeuvre à l'échelle internationale. D'une part, l'offensive capitaliste néolibérale, menée principalement par le G7, le FMI, la BM et l'OMC, toutes au service des transnationales et du capital financier international, s'est poursuivie et approfondie. D'autre part, une contre-tendance se développe depuis la fin des années 1990 : puissantes mobilisations populaires contre l'offensive néolibérale, en particulier en Amérique latine, renforcement du mouvement social international qui lutte pour « d'autres mondes possibles », élection de présidents prônant une rupture avec le néolibéralisme, initiatives en matière d'audit de la dette et de suspension de paiement de la dette extérieure publique, début de récupération du contrôle de l'État sur des secteurs stratégiques et sur les ressources naturelles, échec de projet néolibéraux tels que l'ALCA, résistances à l'impérialisme en Irak, en Palestine et en Afghanistan. L'évolution du rapport de force entre ces deux grandes tendances dépendra largement des réactions populaires face à la crise internationale à multiples facettes (financière, économique, sociale, politique, alimentaire, énergétique, climatique, écologique, culturelle).

Charte politique

1. La dette publique (externe et interne) engendre un transfert massif de richesses des peuples du Sud vers les prêteurs, les classes dominantes

locales prélevant leur commission au passage. Tant au Nord qu'au Sud de la planète, la dette constitue un mécanisme de transfert des richesses créées par les travailleurs-euses et les petit(e)s producteurs-trices en faveur des capitalistes. L'endettement est utilisé par les prêteurs comme un instrument de domination politique et économique qui instaure une nouvelle forme de colonisation. Malgré leurs innombrables richesses naturelles et humaines, les peuples du Sud sont saignés à blanc. Dans la plupart des pays du Sud, le remboursement de la dette publique représente chaque année une somme supérieure aux dépenses d'éducation, de santé, de développement rural et de création d'emploi. Les initiatives d'allègement de dette de ces dernières années n'ont été que des marchés de dupes d'autant qu'elles ont été assorties de conditionnalités néfastes pour les pays qui en ont « bénéficié ».

2. L'objectif premier du CADTM est l'abolition immédiate et inconditionnelle de la dette publique du Tiers Monde et l'abandon des politiques d'ajustement structurel. Pour atteindre cet objectif, le CADTM International agit pour la réalisation des actions suivantes :

- Impulser des processus de diffusion, conscientisation, organisation et action des peuples endettés.
- Mise en place d'audits de la dette, avec participation citoyenne, ayant pour objectif de répudier toutes les dettes odieuses et illégitimes
- Décisions unilatérales et souveraines des gouvernements qui déclarent la nullité de la dette publique et stoppent le remboursement de celle-ci
- Rupture des accords avec le FMI et la Banque mondiale
- Mise en place d'un front uni de pays pour le non paiement de la dette
- Reconnaissance de la doctrine de la dette odieuse en droit international
- Refus de toute forme de conditionnalités imposées par les prêteurs
- Rétrocession aux citoyennes et citoyens des pays du Sud des avoirs détournés par les dirigeants corrompus du Sud, avec la complicité des institutions bancaires et des gouvernements
- Versement sans conditionnalité par les puissances du Nord de réparations au titre de la dette historique, sociale et écologique accumulée à l'égard des peuples du Sud
- Actions en justice contre les institutions financières internationales
- En cas de nationalisation de banques privées en faillite, récupération du coût de l'opération sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs
- Remplacement de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC par des institutions démocratiques qui mettent la priorité sur la satisfaction des droits humains fondamentaux dans les domaines du financement du développement, du crédit et du commerce international.
- Dénonciation de tous les accords (économique, politique, militaire, etc.) qui hypothèquent la souveraineté des peuples et perpétuent les mécanismes de la dépendance

3. Pour le CADTM, l'annulation de la dette ne constitue pas une fin en soi. Il

s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la satisfaction des droits humains. Il faut donc nécessairement aller au-delà de l'annulation de la dette publique si l'humanité souhaite la réalisation de la justice sociale respectueuse de l'environnement. La dette fait partie d'un système qu'il s'agit de combattre dans son ensemble. Simultanément à l'annulation de dette, il est indispensable de mettre en pratique d'autres alternatives radicales parmi lesquelles :

- Eliminer la faim, la pauvreté et les inégalités.
- Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie.
- Mettre en place une nouvelle discipline financière en restaurant des contrôles stricts sur les mouvements de capitaux et des marchandises, en taxant le capital (taxes globales, impôts sur les grosses fortunes), en levant le secret bancaire, en interdisant les paradis fiscaux, la spéculation et l'usure.
- Porter l'aide publique au développement, exclusivement sous la forme de dons et sans aucune conditionnalité, à 1% du revenu national brut des pays les plus industrialisés en la rebaptisant « Contribution de réparation et de solidarité », en excluant dans le calcul de celle-ci les annulations de dette et les montants ne servant pas les intérêts des populations du Sud.
- Mettre en place une mobilisation de ressources non génératrices d'endettement.
- Mettre en place des alternatives qui libèrent l'humanité de toutes les formes d'oppression : oppression sociale, oppression patriarcale, oppression néocoloniale, oppression raciale, oppression de caste, oppression politique, oppression culturelle, sexuelle et religieuse.
- Mettre en place une politique environnementale ambitieuse qui vise à restabiliser le climat.
- Assurer la souveraineté économique, politique et alimentaire des peuples.
- Interdire le brevetage du vivant
- Démilitariser intégralement la planète.
- Garantir le droit de circulation et d'établissement des personnes.
- Affirmer la supériorité des droits humains sur le droit commercial et imposer aux gouvernements, aux institutions financières internationales et aux entreprises le respect de différents instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des droits humains (DUDH, 1948), la Convention sur les droits politique de la femme (1952), le Pacte international sur les Droits économiques sociaux et culturels (PIDESC, 1966), le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP, 1966), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1981), la Déclaration sur le droit au développement (DDD, 1986), la Convention relative aux droits des travailleurs migrants et de leurs familles (1990), la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (1998) et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (2007).

- Assurer la souveraineté des peuples sur leur vie et leur avenir, ce qui implique notamment de mettre dans le domaine public les ressources naturelles, les résultats de la Recherche et Développement, les autres biens communs de l'humanité et les secteurs stratégiques de l'économie.
 - Sortir du système capitaliste basé sur la recherche du profit privé maximum, la croissance et l'individualisme afin de construire une société où ce sont les nécessités sociales et environnementales qui sont au cœur des choix politiques.
4. Pour parvenir à ces changements et réaliser l'émancipation sociale, le CADTM International considère que ce sont les peuples eux-mêmes qui devront relever le défi du changement. Ils ne doivent pas être libérés, ils doivent se libérer eux-mêmes. Par ailleurs, l'expérience a montré qu'il ne faut pas attendre des minorités privilégiées qu'elles prennent en charge le bien-être des populations. Comme l'affirme l'Appel de la Bastille de 1989, *« seule la solidarité des peuples peut briser le pouvoir de l'impérialisme économique. Cette solidarité ne signifie en aucun cas un soutien à ceux des régimes qui parachèvent la misère de leur pays, étouffent la voix et les droits des peuples »*. Le renforcement des mouvements sociaux est une priorité pour le CADTM. Il participe, dans une perspective internationaliste, à la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé. Convaincu de la nécessité de faire converger les luttes émancipatrices, le CADTM International soutient toutes les organisations et coalitions qui agissent pour l'égalité, la justice sociale, la préservation de la nature et la paix.

Charte de fonctionnement du CADTM International

I - Préambule

1. Le réseau CADTM est un mouvement international qui lutte pour l'abolition de la dette publique du Tiers Monde, pour l'émancipation sociale, respectueux de la nature et libre de toute forme d'oppression.
2. Les organisations membres du réseau doivent favoriser les convergences entre tous les mouvements qui poursuivent des objectifs semblables ou complémentaires. La pratique de l'unité d'action et le respect de la diversité sont des principes essentiels de notre action.
3. Le réseau CADTM International, au fil des expériences accumulées, a développé une façon de fonctionner qui lui est propre. En adoptant une charte de fonctionnement, il ne s'agit pas de fixer définitivement une liste de normes à appliquer de manière rigide, mais plutôt de déterminer et préciser les principales règles et procédures internes qui caractérisent le travail en réseau et la dynamique d'ensemble du CADTM International. Cette charte peut être modifiée par l'assemblée mondiale du réseau comprenant ce point à l'ordre du jour.
4. Cette charte de fonctionnement se veut donc être un outil pour guider, d'une part, les décisions et actions des organisations membres du réseau ou des organisations qui souhaiteraient y adhérer, et d'autre part, toutes celles et tous ceux qui désirent renforcer la collaboration avec le CADTM International.

II - Charte de fonctionnement

Principes généraux d'organisation

1. Le réseau CADTM International est un réseau qui fonctionne de manière horizontale : il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau. L'assemblée mondiale du réseau est l'instance où se déterminent les grandes orientations du réseau. Une assemblée mondiale du réseau doit avoir lieu tous les deux ans. A l'issue de l'assemblée mondiale du réseau sont fixées les modalités de convocation, de financement et de composition de la prochaine réunion de l'assemblée mondiale. L'assemblée mondiale met en place des commissions de travail. Le quorum requis pour la tenue de l'assemblée mondiale est la moitié plus un des organisations membres. Les adhésions et les exclusions sont de la compétence de l'assemblée mondiale.
2. Le secrétariat international, assuré jusqu'à aujourd'hui par le

CADTM Belgique, joue un rôle de coordination. Il a notamment pour tâche de faciliter la communication interne au réseau, renforcer la visibilité des actions et des analyses du réseau et de ses organisations membres notamment via le site internet du CADTM et les bulletins électroniques, aider les organisations membres du réseau à appliquer les décisions du réseau mondial, coordonner l'intervention des organisations membres du réseau lors de rendez-vous internationaux, favoriser la collaboration avec les autres organisations internationales avec lesquelles le réseau collabore. Dans un futur à définir, afin d'assurer une rotation, le secrétariat international du réseau pourrait être assuré par une autre organisation membre du réseau qui sera désignée par l'assemblée mondiale du réseau.

3. Chaque organisation membre du réseau est indépendante financièrement. Une organisation membre ne peut pas devenir le bailleur de fonds principal d'une autre organisation membre. Des aides financières ponctuelles sont cependant acceptées, voire encouragées. Chaque organisation membre, avec une aide éventuelle d'une autre organisation membre, a la responsabilité de trouver les ressources financières nécessaires pour renforcer ses capacités d'action et financer ses activités au niveau national, régional ou international. Chaque organisation membre, en coordination avec le secrétariat international, doit avoir pour objectif de réunir les moyens financiers nécessaires pour assurer sa participation aux assemblées mondiales du réseau. Les sources et les modalités de financement doivent être compatibles avec l'esprit de la charte politique du CADTM International.
4. Chaque organisation est autonome et a toute la latitude pour déterminer son programme d'actions, tant que celui-ci n'entre pas en contradiction avec la Charte politique. La préparation, l'organisation et la réalisation des actions spécifiques à chaque organisation se réalisent de manière autonome et démocratique.
5. Le réseau CADTM International met l'accent sur le renforcement du travail régional. Les membres du réseau international du CADTM se répartissent en ateliers régionaux qui sont actuellement au nombre de 6: Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Amérique latine et Caraïbe, Asie, Europe et Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA). Chaque organisation membre vise à renforcer et consolider l'autonomie et les capacités d'action de l'atelier régional dont elle fait partie afin de renforcer le réseau mondial dans son ensemble. L'assemblée mondiale a le pouvoir de créer de nouveaux ateliers régionaux.
6. Les quatre principales étapes pour adhérer au réseau CADTM International sont les suivantes :
 - a. Collaboration effective et continue avec une ou plusieurs

- organisations membres du réseau international ;
- b. Soutien de la candidature par une organisation membre de l'atelier concerné ;
- c. Réunion en atelier régional et approbation par les membres de cet atelier ;
- d. Adhésion formelle lors de l'assemblée mondiale du réseau.

7. Obligations et responsabilités

8. En tant que membre du Réseau CADTM International, chaque organisation :
9. Marque son accord avec la charte politique du CADTM et conforme son activité à l'esprit général de cette charte dans les analyses qu'elle diffuse et les actions qu'elle entreprend.
10. Applique les principes de démocratie et de transparence dans ses prises de décisions, que ce soit au niveau national ou au niveau régional.
11. Pratique au sein de l'organisation de la parité entre les femmes et les hommes et agit dans la société pour que l'égalité devienne réalité. Les organisations membres du réseau agissent consciemment en leur sein et dans la société pour mettre fin à toute forme d'oppression des femmes.
12. Partage ses analyses et expériences avec l'ensemble des membres du réseau, notamment en :
 - a. communiquant de manière adéquate sur ses activités passées, présentes et à venir. Cette communication sera destinée, selon l'objectif et la pertinence, vers le secrétariat international, l'atelier régional concerné, les commissions de travail thématique ou encore à l'ensemble des membres du réseau ;
 - b. mettant à disposition de l'ensemble du réseau les différentes productions, analyses, publications et outils didactiques réalisés ;
 - c. participant activement à l'enrichissement du site Internet du CADTM.
13. Inscrit ses actions dans la perspective de renforcement des capacités et de l'autonomie des ateliers régionaux, notamment en :
 - a. favorisant l'amélioration de la communication interne régionale ;
 - b. soutenant activement les activités réalisées par les organisations membres du même atelier régional ;
 - c. encourageant l'élaboration collective et la production

- d'analyses et ouvrages ;
- d. consolidant les collaborations avec les partenaires régionaux concernés.

14. Inscrit ses actions dans la perspective de la dynamique d'ensemble du réseau CADTM International, notamment en :

- a. s'engageant à renforcer ses connaissances sur la dette, les IFI et l'ensemble des problématiques abordées par le CADTM (notamment en lisant et en s'appropriant les productions du CADTM), à diffuser le plus largement possible les analyses du CADTM, notamment à travers des actions de formation et d'éducation citoyenne ;
- b. renforçant la production d'analyse sur les problématiques qui concernent le CADTM d'un point de vue local, national et international ;
- c. coordonnant la dynamique propre à l'atelier régional avec la dynamique d'ensemble du Réseau international ;
- d. soutenant les initiatives prises par les autres membres du réseau ;
- e. soutenant les initiatives prises par le mouvement dette en général.

15. L'exclusion d'un membre du réseau international est décidée en assemblée mondiale en cas de violation de la charte politique, en cas de comportement raciste, sexiste ou de toute autre attitude ou action en contradiction avec l'esprit de cette charte. Les ateliers régionaux sont l'endroit où l'exclusion est discutée et proposée avant la décision en assemblée mondiale.